

SPECIAL élections Lausanne
Manifestation anti-symposium à
Montreux
DOSSIER: il y a 60 ans les soviets
La situation en ALLEMAGNE
La polémique PC-PS en FRANCE

N°169 - 29 octobre 1977
HUITIÈME ANNÉE

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
 de la ligue marxiste révolutionnaire
 section suisse de la IV^{ème} Internationale

Elections Lausanne: Les empêcher de danser en rond!

Lausanne, septembre 1977 : des habitants du quartier sous-gare occupent des logements promis à la démolition. Bien que parfaitement habitables, ces logements ont un défaut : ils ne permettent pas à Ebauches SA et à sa caisse de pension d'obtenir un rendement suffisant... La commune de Lausanne marche dans la combine, Marx Lévy assure le conseil communal que la population n'en subira pas de préjudice : dame, on fera beaucoup plus de petits appartements et il y aura encore de la place pour des bureaux ! Il y a pourtant 4 ans que les habitants de l'Echo du Boulevard protestent, Deppen, le municipal socialiste leur a répondu, il est vrai : il faut "perdre la détestable habitude de porter le débat sur la place publique" !

Centre ville : la "place publique" en l'occurrence, devient de plus en plus le territoire des marchands et des voitures privées : on enterre les piétons (Chauderon, Saint-François) et les immeubles, très systématiquement, sont occupés par des bureaux. La population est de plus en plus refoulée vers la banlieue; rues piétonnières, parkings (Riponne) ne servent pas des habitants, des locataires, mais une population considérée sous l'angle du client, du consommateur. La Commune : concierge du capital...

Equipements sociaux : Ni les transports publics, ni les garderies, crèches, centres de consultation (plannings), centres de loisirs, cabinets médicaux collectifs de quartier ne sont des affaires "rentables" de nos jours : c'est pourquoi on ne trouve rien de ce genre à Lausanne, ou en nombre et en qualité insuffisants. Par contre, pour ce qui est des feux rouges, des flics contrôlant les vélomoteurs, et de l'accueil des touristes, la commune est un peu là !

Tous ces exemples montrent deux choses :

* Que la politique de la commune, en premier lieu, s'attaque aux intérêts des salariés et ne vise qu'à aménager une ville qui serve les intérêts des patrons du grand commerce, des banques et des assurances, etc.

* Que la commune ne fait que gérer les intérêts du capital. Autrement dit, ce n'est même pas la Municipalité qui décide de l'organisation de la ville, des logements, des loisirs, des transports, et encore moins le Conseil communal!

suite page 5

Manifeste 77: non à la «normalisation» dans la FTMH

**LA F.T.M.H. EST
 ET RESTERA
 UN SYNDICAT
 DEMOCRATIQUE!**



La bureaucratie centrale de la FTMH sort ses griffes. Les 55 premiers signataires du "Manifeste 77" (pour l'heure 2 000 signatures) ont reçu un ultimatum : si d'ici au 3 novembre ils n'ont pas signé une lettre dans laquelle ils s'engagent "à cesser immédiatement la ceuillette de signatures, la diffusion et la communication du Manifeste et de son Développement aux mass media", ils feront l'objet d'une procédure d'expulsion ! Prétexte avancé pour menacer les secrétaires locaux et les militants de base qui ont lancé le "Manifeste" : ils auraient "violé les statuts en publiant ce document et en ne respectant pas les obligations statutaires" (citations de La lutte syndicale, 19. 10. 1977).

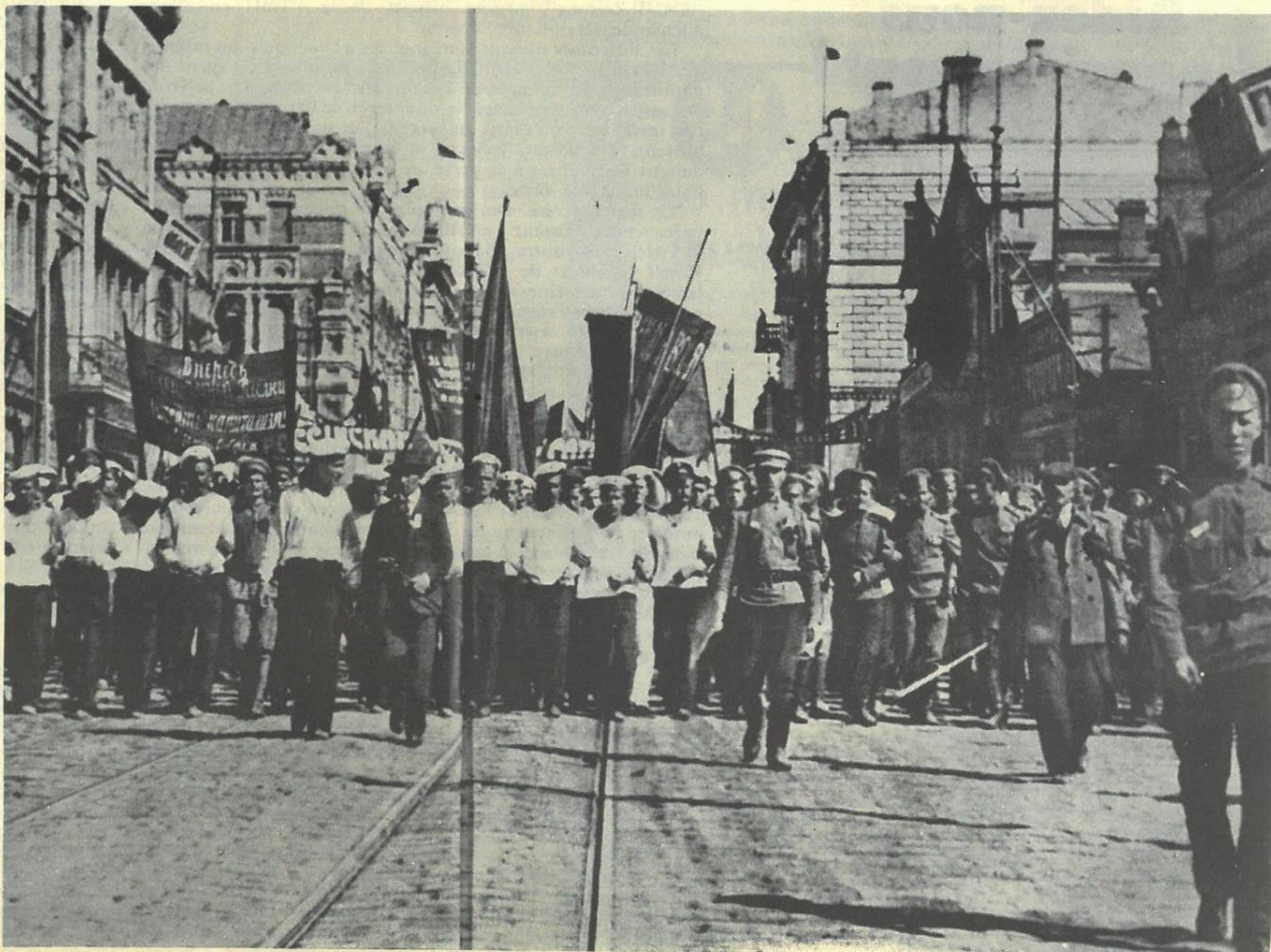
Au cours d'une conférence de presse le 21 octobre, les responsables du Manifeste déclarent qu'ils ont "la conviction de participer à une action qui n'est pas contraire aux statuts et qui a le mérite de servir la cause des travailleurs et par conséquent, celle de la FTMH". Ils suspendent la ceuillette de signatures jusqu'au 3 novembre, et si à cette date le Comité fédératif refuse le dialogue et enclenche la procédure d'expulsion, ils reprendront la ceuillette de signatures, feront recours auprès de l'Assemblée de délégués qui se tiendra le 26 novembre.

Nous sommes donc à la veille de la plus importante bagarre que la FTMH ait connue depuis des dizaines d'années. Tous les travailleurs de la métallurgie, et à vrai dire tous les travailleurs du pays, sont directement concernés par cette bagarre. L'enjeu est gros en effet. Il s'agit pour le Manifeste 77 de conquérir la démocratie syndicale dans le plus grand syndicat de ce pays.

La FTMH a les mains liées par le respect de la paix du travail,

suite page 2

Il y a 60 ans, les soviets...



Notre dossier pages 2, 3, 4

sommaire

Manifeste 77 : non à la normalisation dans la FTMH	1 et 2
EDITO : octobre 17 le socialiste Graber	3
SPECIAL ELECTIONS EPUREX	4 et 5
les marchands d'automobiles et "albatros"	5
Quel "planning" voulons-nous ?	5
Parents en lutte pour des garderies	5
Les intérêts des travailleurs	5
DOSSIER URSS, 1ère partie	
Ces soviets qui ont fait la révolution	6 et 7
Femmes : le referendum	8
Armée : pétition nationale des recrues	8
FRANCE : polémique PC-PS, par C. A. Udry	9
Pérou : le régime militaire acculé	10
RFA : terreur prétexte au renforcement de l'état policier	11
A Montreux, l'impérialisme suisse et les bourreaux latino-américains	12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :
 6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
 Outre-mer : prendre contact avec nous
 abonnement de soutien : fr. 100.-
 Journal "La Brèche", CCP 10-25669, Lausanne. (préciser le type d'abonnement).
 Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17
 Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

SOUSCRIPTION

Objectif
8 mois - 50.000 Fr.
Aidez-nous
financièrement !

Aie ! Triste quinzaine pour la souscription ! Un calcul pas sorcier : 47 500 francs en 8 mois, cela fait environ 3 000 francs par quinzaine. Or ces derniers 15 jours n'ont vu la rentrée que du 20/0 de cette somme... C'est pas de cette façon que nous nous en sortirons. Et pourtant, il suffisait de lire les titres de louange que la presse bourgeoise a décernés ces jours derniers au commando ouest-allemand de Mogadiscio pour se convaincre de l'utilité de la presse libre révolutionnaire, non ? Tout se paie dans cette société - c'est bien pour ça que nous luttons contre elle - l'existence d'une presse libre, qui refuse de hurler avec les loups, aussi...

Total précédent	1 995.-	50 000
M. N., Lausanne	50.-	48 000
V. S., Genève	50.-	46 000
O. T., Bienne	45.-	44 000
F. P., Sottens	50.-	42 000
C. C., La Chaux-de-Fonds	45.-	40 000
A. D., Genève	25.-	38 000
J. B., Genève	20.-	36 000
M. J., Bondry	50.-	34 000
C. C., Lausanne	400.-	32 000
		30 000
		28 000
		26 000
		24 000
		22 000
		20 000
		18 000
		16 000
		14 000
		12 000
		10 000
		8 000
		6 000
		4 000
		2 000
Nouveau total	2 730.-	

LIBRAIRIE La Taupe

LAUSANNE :
 8^{bis} rue de la Tour
GENÈVE :
 5 rue Musy



La librairie La Taupe
 8bis rue de la Tour
 à Lausanne
 est toute rénovée
 et très belle (ah !)
 (et il y fait chaud)
 heures d'ouverture :
 mardi au samedi
 de 9h. à 12h.30
 et de 14h. à 18h.
 (fermée le lundi)

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !

MAXIME LE FORESTIER EN SUISSE ROMANDE, en nov. : me 2 Lausanne, Palais de Beaulieu, 20h.30; je 3 Sion; ve 4 La Chaux-de-Fonds; sa 5 Genève; di 6 Bienne.

LA CHAUX-DE-FONDS
 Pavillon des sports, 4-5-6 nov. : **FESTIVAL FOLK-JAZZ** : ve 4 : 19h. (10.-), sa 5 : 14h. (15.-), di 6 : 14h. (10.-).

GENÈVE
 * Maison du quartier de la Jonction : **Débats contradictoires sur la santé**, ma 1er nov. : santé et médicaments; ve 4 : santé mentale; ve 11 : la santé dans l'avenir.

* **Grand Café du Grütli**, 16 rue du gén. Dufour, jusqu'au 6 nov., 21h. : *L'AMR au Grütli*; me 2 : *Un poco loco, Foxy Saga*; je 3 : *Lucien Rémy quartet, Blue Bird & the sky*; ve 4 : *Glad to meet you, MGM*; sa 5 : *Incognito, MGM*; di 6 : *Bastet-Siron, Incognito*.

* **Centre de rencontres Marignac**, Gd-Lancy, ve 4 nov., 20h.30 : guitare classique; ve 11, 20h.30 : *Gaboroth & Cie*.

* **Salle Patiño**
 jusqu'au 22 nov. : *Danse-rencontres*, spectacles les 1er, 11,

18 et 19, 22 (20h.30).
 sa 5, di 6 nov., 15h. : *"La Polka du Fou"*, par le théâtre de la Lune Rouge; 20h.45 : *"Pupi e Fresedde"* (de Florence).
 di 13 nov., 20h.45 : concert AMR : *Irène Schweitzer trio*.

LAUSANNE
 * **Musée des Arts Décoratifs**, Villamont 4, jusqu'au 20 nov. : *"Quand il n'y a plus d'Eldorado"*, 230 photographies d'Amérique Latine de Luc Chessex (10h.-12h., 14h.-18h.).
 * **Théâtre du Lapin Vert**, jusqu'au sa 5 nov. : *"Pourquoi parler de toi, Chili assassiné"*, de Pierre Crettol.

* **Cinémathèque**, aulla du collège de Béthusy : ve 4 nov. : 19h. : *"Loulou"* (Pabst), 21h. : *"Un certo giorno"* (Olmi); ve 11 nov. : 19h. : dessins animés canadiens. 21h. : films soviétiques. lu 14, ma 15, me 16, ve 18 nov., 19h. et 21h. : films soviétiques.

* **Théâtre de Vidy**, du ma 8 au sa 12, et je 17 au sa 18 nov. : *"Lulu"* (Wedekind), 20h.30 (je 19h.).

* **Théâtre Municipal**, lu 7 et ma 8 nov., 20h.30 : *Zouc*.
 * **Centre de Rencontre et d'animation**, Renens, ve 11 nov., 20h.30 : *José Barrense Dias*.

Annie Mateur

suite de la page 1

Manifeste 77: non à la «normalisation» dans la FTMH

par la dictature des bureaucrates centraux, qui vont jusqu'à interdire par circulaire (de décembre 1976) de mentionner son appartenance à la FTMH à tout candidat électoral qui se présenterait sur d'autres listes que celles du parti socialiste ! Les bureaucrates impriment le Manifeste et son Développement dans l'organe suisse romand de la FTMH, mais refusent de le publier dans l'organe suisse allemand (SMUV-Zeitung), où ne paraît que la réponse du président, Gilbert Tschumi ! "La façon dont les organes compétents traitent précisément du manifeste montre le respect que l'on a des minorités", répond Tschumi. En effet, elle montre que la bureaucratie refuse à la minorité le droit de tendance, le droit de répondre publiquement à la direction centrale, exactement comme le font les bureaucrates des Pays de l'Est à l'égard des opposants qui réclament le droit de grève et la liberté d'expression ! Le "SMUV-Zeitung", organe officiel de la FTMH en Suisse allemande, serait-il une "Pravda" ?

Ces dirigeants placent leurs intérêts à l'encontre des intérêts des travailleurs. En effet, la politique répressive à l'égard des oppositions, le manque de démocratie perpétuent la sclérose des assemblées syndicales, le désintérêt de l'écrasante majorité des travailleurs à l'égard du syndicat, et par conséquent affaiblissent le syndicat, freinent le recrutement. Ceux qui conduisent le syndicat à sa perte, ce sont ceux qui attaquent aujourd'hui le Manifeste.

Le temps presse. Des exemples de résistance efficace à la bureaucratie existent : en Allemagne, il y a quelques semaines, 275 délégués contre 261 ont fait passer au congrès de l'IG-Metall (syndicat de la métallurgie) la revendication des 35 heures par semaine contre l'avis des dirigeants centraux; des milliers de protestations de la base ont empêché la bureaucratie d'exclure le vétéran syndical Heinz Brandt qui avait publiquement dénoncé l'interpénétration entre la bureaucratie syndicale ouest-allemande et le lobby des capitalistes du nucléaire.

En Suisse romande, les socialistes vaudois, le Parti du Travail/POP déclarent publiquement qu'ils soutiennent les exigences du Manifeste. Le Comité d'Action Syndicale, après avoir refusé de faire signer le Manifeste, fait son "auto-critique" et soutient lui aussi l'action du Manifeste, ce que nous avons fait dès le début ! Les conditions sont donc réunies pour entamer une campagne de défense des signataires du Manifeste dans les entreprises de la métallurgie, mais aussi, c'est très important, dans les autres fédérations syndicales. C'est une véritable vague de protestations qui doit assaillir les dirigeants de la FTMH s'ils engagent effectivement la procédure d'exclusion le 3 novembre.

Il faut empêcher la "normalisation" dans la FTMH !

"Les signataires du manifeste ont de la démocratie une vision insuffisante et simpliste : les travailleurs qui gouvernent et les organes dirigeants qui exécutent, n'est-ce pas ce qu'on appelle à l'Est 'démocratie populaire' ?"

G. Tschumi, président de la FTMH répond ainsi aux signataires du Manifeste 77. Cette réponse fait appel à un anti-communisme éculé datant de la guerre froide et sur

ce ton inquisiteur, le comité fédératif de la FTMH exige des premiers signataires du Manifeste qu'ils se rétractent et reconnaissent avoir agi contre les statuts. Ces anti-communistes viscéraux, par les méthodes de mise à l'ordre qu'ils utilisent, n'ont rien à envier d'ailleurs à leurs compères, les bureaucrates stalinien qui tentent également, à coup de procès, d'étouffer l'opposition à Prague ou à Varsovie, et qui, d'il-

leurs, ne laissent aucunement les travailleurs les "gouverner".

Mais donnons raison sur un point à G. Tschumi et aux autres bureaucrates centraux de la FTMH ! En effet les signataires du Manifeste et, nous parmi eux, considérons que la démocratie à l'intérieur du syndicat implique que ce soient les travailleurs qui décident des orientations et des actions entreprises par leur instrument de défense qu'est le syndicat. C'est pour nous une condition première pour qu'il devienne une arme efficace pour la défense des intérêts ouvriers. La démocratie ouvrière à l'intérieur du mouvement syndical est étroitement liée également aux objectifs que devraient prendre en charge un syndicat défendant des positions cohérentes de classe, le renversement du capitalisme et la construction par les travailleurs d'une société socialiste. Ainsi le syndicat pourrait être pour les travailleurs un lieu d'apprentissage de la démocratie ouvrière. C'est à cette condition seulement que la classe ouvrière sera à même d'établir une société socialiste, mille fois plus démocratique que la société bourgeoise.

G. Tschumi et ses pairs accusent aujourd'hui les militants du Manifeste 77 de rompre "la discipline statutaire". Si les statuts empêchaient un courant minoritaire dans le syndicat de s'exprimer à tous les niveaux, dans tous ses organes, des assemblées de sections au comité fédératif, dans sa presse, alors les statuts auraient un contenu clairement anti-démocratique. Et il est significatif de dire, comme le fait Tschumi, que la direction syndicale est prête "au dialogue", à "un dialogue ouvert entre les membres et leurs organes d'une part, et les organes dirigeants d'autre part". Comme s'il y avait deux "partenaires" en présence et qu'il s'agissait de négocier et de trouver un compromis entre

eux ! Pour nous l'action et les orientations de "ces organes dirigeants" doivent être l'émanation directe des discussions et des décisions de l'ensemble des syndiqués qui doivent pouvoir utiliser tous les moyens nécessaires pour assurer un débat et un fonctionnement démocratique à l'intérieur du syndicat.

En menaçant d'exclusion les militants du Manifeste 77, les dirigeants de la FTMH font la preuve de leur refus intransigent de toute discussion à l'intérieur du syndicat qui puisse remettre en question certains aspects de leur politique. Pour eux, le syndicat est leur chasse gardée et ils empêcheront à tout prix que se développe aujourd'hui avec le Manifeste 77, demain sur certaines revendications liées par exemple aux conventions collectives, un débat démocratique. Sans parler du fait que ces messieurs ont peur que leur poste et leurs avantages matériels soient remis en cause par un tel débat !

Ce qui se passe dans la FTMH est actuellement décisif pour toute réactivation de la vie syndicale suisse, aussi bien dans la FTMH que dans d'autres fédérations. En exigeant que les premiers signataires du Manifeste "s'agenouillent" devant sa politique, la direction de la FTMH non seulement prépare leur exclusion mais aussi celle de tout syndiqué qui s'opposerait sur un point ou un autre à cette politique.

La solidarité contre l'exclusion des signataires du Manifeste s'impose pour tous ceux qui défendent le droit d'une minorité à s'exprimer dans le cadre du syndicat. Les travailleurs dans les entreprises, les militants des autres fédérations syndicales, les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier doivent entreprendre tout ce qui est possible pour s'opposer à une telle exclusion.

Vincent/Sobo
 le 24 octobre 1977

Fêter Octobre 17 par solidarité avec l'opposition anti-bureaucratique

"Pour la première fois dans l'histoire, le prolétariat d'un immense Etat s'est approprié le pouvoir du gouvernement. Le jour où cette victoire nous a été annoncée est encore vivant dans toutes les mémoires. Ses ennemis et ses faux amis ont parlé d'un putsch, d'un coup d'Etat, annonçant que la jeune république des ouvriers et paysans ne vivrait pas longtemps, peut-être même quelques jours seulement."

Cet appel à fêter la Révolution d'Octobre ne vient pas d'un groupe ou parti communiste. Il fut publié, le 29 octobre 1918, dans le "Volksrecht" de Zurich, journal du Parti Socialiste. Même les travailleurs sociaux-démocrates étaient alors conscients que la Révolution d'Octobre avait ouvert une nouvelle période d'espoir pour les travailleurs et les paysans pauvres du monde entier.

Il ne faut plus attendre aujourd'hui un appel semblable à fêter, comme en 1918, la Révolution d'Octobre. Personne ne peut prendre au sérieux les déclarations d'un Brejnev, de ses frères des "pays de l'Est" ou des PC fidèles à Moscou. Les mêmes formules creuses promettent, pour la Xème fois, le paradis des opprimés, dont les travailleurs du monde entier ont fini par apprendre qu'il ne garantit même pas aux travailleurs eux-mêmes l'exercice des droits démocratiques fondamentaux.

Les PC "eurocommunistes" sont, ces derniers temps, revenus sur leurs louanges de jadis au régime soviétique et ont porté la critique sur l'oppression dans les pays dits "socialistes". A les suivre, la Révolution d'Octobre serait un événement historique qui aurait eu son importance pour un pays sous-développé comme l'était la Russie, mais dont on ne pourrait tirer aucune conclusion pour les pays capitalistes occidentaux. Les "eurocommunistes" soulignent — comme ils le firent déjà lorsqu'ils étaient les fidèles élèves de Staline — que la voie au socialisme doit être envisagée au sein de l'Etat bourgeois, en collaboration avec des secteurs de la bourgeoisie. Du même coup, pour ne pas entraver cette collaboration, ils sont prêts à mettre sous le boisseau les luttes et les intérêts de la classe ouvrière, comme par exemple l'indexation des salaires en Italie.

Quant à la social-démocratie, il ne faut pas en attendre un appel comparable à celui de 1918. La social-démocratie européenne est passée, durant la guerre froide, du côté de l'anti-communisme virulent, admettant que des milliers de militants et de travailleurs voient leurs droits entamés pour sauver "l'Etat de droit" bourgeois. Schmidt et le SPD sont aujourd'hui encore à la tête des "Berufsverbote"; dans leur propre parti, ils font la chasse aux courants de gauche qui, comparés à l'appel de 1918, sont encore de timides réformistes.

Tout se passe donc comme si la Révolution d'Octobre était devenue tout à fait inintéressante et qu'il ne nous restait qu'à nous confronter à son dernier rejeton, le système bureaucratique de Staline-Brejnev. Mais cela aussi a son importance. La LMR et la IVème Internationale s'inscrivent dans la tradition des trotskystes qui, contre vents et marées, ont défendu tous les droits des travailleurs et paysans pauvres en URSS puis dans les "démocraties populaires", contre l'expropriation du pouvoir par la bureaucratie de plus en plus puissante. Aujourd'hui comme jadis, nous poursuivons la défense des droits démocratiques dans ces pays **parce qu'ils sont la condition d'un pouvoir direct des travailleurs en régime socialiste**. Les trotskystes luttèrent d'ailleurs déjà pour une nouvelle révolution, anti-stalinienne et anti-bureaucratique, lorsque la bourgeoisie suisse, comme la NZZ de 1927-28 n'avait que louanges pour le "nouveau réalisme" politique de Staline !

Ces soi-disant sincères défenseurs des droits des travailleurs dans ces pays sont ceux qui les foulent aux pieds ici : patrons et bourgeois **privant les immigrés de tous droits**, bureaucrates syndicaux qui répriment la démocratie ouvrière dans leurs propres organisations, ne tolèrent pas d'autre tendance organisée que de la bureaucratie.

Pour nous, marxistes-révolutionnaires, la Révolution d'Octobre ne se résume pas seulement à cette solidarité avec la lutte actuelle de l'opposition démocratique et socialiste. La Révolution d'Octobre a effectivement ouvert une nouvelle époque de l'histoire, riche d'espoirs et d'enseignements pour les travailleurs. C'est avec raison que les travailleurs de Zurich se sont solidarisés jadis avec leurs camarades russes, voulant poursuivre dans la même voie que celle ouverte par la jeune République des Soviets.

La Révolution d'Octobre a été voulue et réalisée par l'écrasante majorité des travailleurs et des paysans pauvres de Russie. Ce n'est pas une phrase du genre de celles que lâche Brejnev, lui qui aime tant se prendre pour "le peuple tout entier" ! Tout au long de l'année 1917, cette volonté s'est exprimée dans la réalité : dans chaque entreprise, chaque quartier, chaque village, chaque unité de l'armée, travailleurs, paysans et soldats avaient élu un conseil, un "soviét". Chacun de ces soviets avait ses délégués aux soviets de ville, de région, sur le plan national. La tâche de ces soviets était de coordonner l'activité des travailleurs, des paysans et soldats. Ce n'était pas un parlement, **élu comme ici tous les quatre ans**; les délégués étaient responsables de chaque décision devant ceux qui les avaient élus et révocables en tout instant. En outre, ils assuraient le contrôle de la production encore aux mains des capitalistes.

Ce sont ces soviets qui ont accepté, sur proposition du parti bolchévique, de devenir le seul organe de décision **politique et économique** et de ne s'en remettre à aucune autre autorité étatique — en un mot de se transformer eux-mêmes en Etat des ouvriers et paysans, en garantissant à ceux-ci les possibilités de décisions démocratiques les plus larges. Ceux qui ont pris cette décision d'instaurer le pouvoir des soviets avaient été élus et réélus par les travailleurs et paysans de leur pays (voir notre dossier pages 6-7).

Cette tradition et cette victoire de la Révolution d'Octobre, nous les fêtons aujourd'hui encore : elles ont transformé la Russie et le monde. Si aujourd'hui, en URSS et dans les "démocraties populaires", le terme de "soviets" est identifié à la politique d'oppression de la bureaucratie, nous luttons pour que ceux-ci retrouvent leur véritable contenu dans ces pays : pour que le renversement du pouvoir de la bourgeoisie ne laisse plus place au pouvoir despotique de la bureaucratie mais à la démocratie ouvrière la plus large qui ait jamais existé.

Cet objectif ne vaut pas qu'en URSS. En France, en Italie, en Espagne, et même en Suisse, les marxistes-révolutionnaires mettent toutes leurs forces pour que les luttes ouvrières qui s'y déroulent permettent aux travailleurs de faire le plus possible l'expérience de leur propre force organisée. Ce n'est pas la collaboration avec la bourgeoisie, comme le préconisent PS et PC, qui fera avancer le mouvement ouvrier, mais une collaboration et une unité accrues entre les travailleurs en lutte. Cet enseignement de la Révolution d'Octobre est le seul moyen qui permette de forger, en Europe comme ailleurs, un pouvoir alternatif à celui de la bourgeoisie, assurant sa victoire parce qu'il se fonde sur la démocratie ouvrière la plus avancée.

Si cette démocratie ouvrière n'existe plus aujourd'hui en URSS, si la classe ouvrière y a été totalement expropriée de ses droits par 50 ans de stalinisme, c'est aussi par la force de l'impérialisme : l'intervention armée des Américains et des Anglais dans la guerre civile après 1918 avait déjà aidé les tsaristes et les bourgeois à affaiblir le pouvoir des soviets. Le stalinisme est né **aussi de cette agression**.

Le pouvoir des conseils ouvriers renaîtra aujourd'hui du renouveau du mouvement ouvrier. La IVème Internationale s'inscrit dans cette tradition de la Révolution d'Octobre et intervient pour que les luttes de masse qui renaissent en Europe, leurs formes avancées de démocratie ouvrière débouchent sur cette société nouvelle annoncée par la Révolution d'Octobre.

Le BP de la Ligue Marxiste Révolutionnaire

GRABER : LA BOURGEOISIE RECONNAISSANTE



Le dessin de Giroud : c'était il y a 8 ans...

Pas un jour depuis l'annonce de la démission du socialiste Graber sans que la presse bourgeoise ne se livre à des supputations sur le nom de son successeur socialiste ! Les partis bourgeois se tâtent pour savoir quel candidat palpable est le plus susceptible d'offrir toutes les garanties de "modération" et de "savoir gouverner"; en d'autres termes quel est celui qui sera le plus respectueux des institutions, le plus servile face à la politique de la majorité bourgeoise. Ritschard a déjà fait ses preuves largement et à la grande satisfaction de cette majorité sur la question des centrales nucléaires.

Les partis bourgeois ont évidemment d'une certaine manière l'embarras du choix dans ce parti socialiste qui permet à toutes sortes de carriéristes, se réclamant de près ou de loin du mouvement ouvrier, de trouver des places dans l'appareil d'Etat. Canonica, après Jucker (nommé délégué aux affaires conjoncturelles) représente de ce point de vue l'exemple le plus parfait du bureaucrate syndical qui réussit à monter dans l'appareil syndical pour mieux sauter dans celui de l'Etat. La presse bourgeoise fait encore la fine bouche : Canonica, malgré tous les signes d'allégeance qu'il a déjà donnés, pourrait être tout de même trop lié aux intérêts de la bureaucratie syndicale.

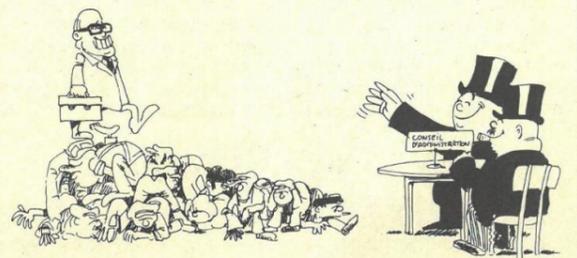
Mais les partis bourgeois ont trouvé un candidat de choix : le conseiller d'Etat Meylan. Ce socialiste s'est illustré dans une politique anti-ouvrière lors des grèves de Dubied et Bulova. Il s'est démarqué très clairement d'une politique d'unité des socialistes avec le parti du travail. Reconnu comme bon gestionnaire, il a certainement les préférences de la majorité bourgeoise du parlement qui va élire le représentant socialiste au gouvernement. Cette majorité n'entend certainement pas remettre en cause la collaboration au "sommet" que symbolise la participation minoritaire de représentants du parti socialiste au conseil fédéral. Il en va du maintien de la "Konkordanz"-démocratie, et cette majorité ne prendra pas le risque de démanteler par le haut l'édifice de la paix sociale en Suisse qui a permis à la bourgeoisie de gouverner sans heurt grave depuis la seconde guerre mondiale.

Depuis l'éclatement de la crise économique, la collaboration du parti socialiste à l'exécutif fédéral a été précieuse, au moins sur un point d'importance pour les représentants du patronat et des banques qui sont majoritaires sous la coupole fédérale : grâce à elle les attaques de l'Etat contre les travailleurs ont pu se faire avec l'accord explicite ou implicite des représentants du mouvement ouvrier et ainsi affaiblir encore les chances d'apparition d'une réponse d'ensemble de la classe ouvrière.

Pour nous, les représentants du mouvement ouvrier n'ont rien à faire au Conseil fédéral : la participation, avec la bourgeoisie, à la gestion de l'Etat bourgeois signifie simplement perpétuer le mythe du "partage équitable des responsabilités" entre travailleurs et patrons, et maintenir ainsi les illusions que se fait encore la majorité des travailleurs. Remettre en cause la participation du PSS au Conseil fédéral, comme le fait une partie du PSS, apparaît dès lors comme un objectif dérisoire, tant que la politique même de la majorité du PSS et des directions syndicales n'est pas mise en cause, ni non plus leur collaboration au "partage équitable" des nouveaux impôts, des licenciements, etc... C'est leur croyance aux vertus de la démocratie parlementaire et aux négociations autour du tapis vert, alors que ces directions syndicales nient la démocratie syndicale dans leurs propres rangs. C'est leur confiance dans les institutions de l'Etat bourgeois et leur méfiance devant toute mobilisation active des travailleurs.

Comme l'ont montré plusieurs mobilisations (comme sur les 40 heures, contre la TVA), quelques luttes exemplaires, les travailleurs peuvent aujourd'hui dépasser cette situation en luttant ensemble, dans l'unité la plus large pour des objectifs communs.

Vincent



EPUREX: La bourgeoisie radicale nage en eau trouble

Le 16 mars dernier l'administrateur de la société EPUREX était arrêté, suite à la faillite de son entreprise, avec un découvert de 15

à 20 millions de francs. Il est toujours en prison, mais le silence est retombé sur cette affaire.

Il y a EPUREX et EPUREX

Epurex SA, à Penthaiz, c'est en réalité deux sociétés fondées dans les années 70 : Epurex Holding, société créée pour "l'achat, la création, l'organisation, l'administration, la gestion et le contrôle de sociétés financières, commerciales et industrielles", dont Jean Brändlin (Cully), Jean-Jacques Ott (Lausanne) et un certain Murgenthal sont administrateurs. Et Epurex SA, société pour la "prise et mise de licences et brevets

d'épuration suisses et étrangers", dont le conseil d'administration comprend : Jean Brändlin et Murgenthal déjà nommés, plus Emile Beaud, Ernest Pidoux, Robert Liron, Paul Torche, André Martin, W. Nerfin, R. Wenger et W. Baretto (Italie). Cette dernière société — la seule à apparaître — s'était créée en pleine haute conjoncture pour rafter le marché des stations d'épuration alors en projet dans tout le canton et au-delà.

Un trio efficace

Pour percer et s'imposer, Ott et ses amis n'y allèrent pas par quatre chemins : Ott lui-même fit jouer ses relations, ancien président de l'Office du tourisme des Diablerets, consul honoraire du Gabon, il est de surcroît membre du parti radical comme la plupart des membres du Conseil d'Epurex. Il est connu pour savoir recevoir ses "amis"; son chalet des Diablerets — véritable petit hôtel — était le siège de réceptions fastueuses (Chaudet ne s'y rendit-il pas avec quelque dix-sept membres de sa tribu !). Comme l'a récemment déclaré le se-

crétaire du parti radical, il versait des sommes assez importantes à ce parti. Un chiffre a été articulé dans la presse (32 500 fr.), mais allez savoir ! Un autre administrateur d'Epurex, André Martin, ancien syndic d'Yverdon, est aussi un radical influent : conseiller national, président de l'Union des Communes vaudoises, il est un peu le "commis voyageur" de la maison. Quant à un autre radical yverdonnois, l'avocat Robert Liron, il contribue à asseoir l'influence d'Epurex dans le nord vaudois.

Trafic d'influence

Ces messieurs vont tenter d'arracher les marchés en utilisant leurs appuis radicaux. N'oublions pas que les radicaux (70 sur 200 députés au château) "tiennent" 250 syndicatures sur 385, 16 postes de préfet sur 19 et contrôlent le département de l'Intérieur qui traite avec les communes. Ils n'hésitent pas à faire pression sur tel ou tel syndic radical qui fait la sourde oreille et refuse les "services" d'Epurex. Le cas échéant, on récompense tel syndic ou tel personnage influ-

ent (municipal, ingénieur communal) par une promotion politique ou un voyage (aux USA pendant 15 jours par exemple). Le directeur technique ? on va le chercher au Bureau fédéral pour la protection des eaux... et l'on s'assure, dit-on, la bienveillance de l'ingénieur du service cantonal vaudois d'épuration, passé au privé depuis, sans compter celle de l'ingénieur-conseil d'une ville du Nord vaudois (qui modifie, en 1972, les conditions de concours pour faciliter la tâche à Epurex).

Les manipulations dénoncées par... la concurrence

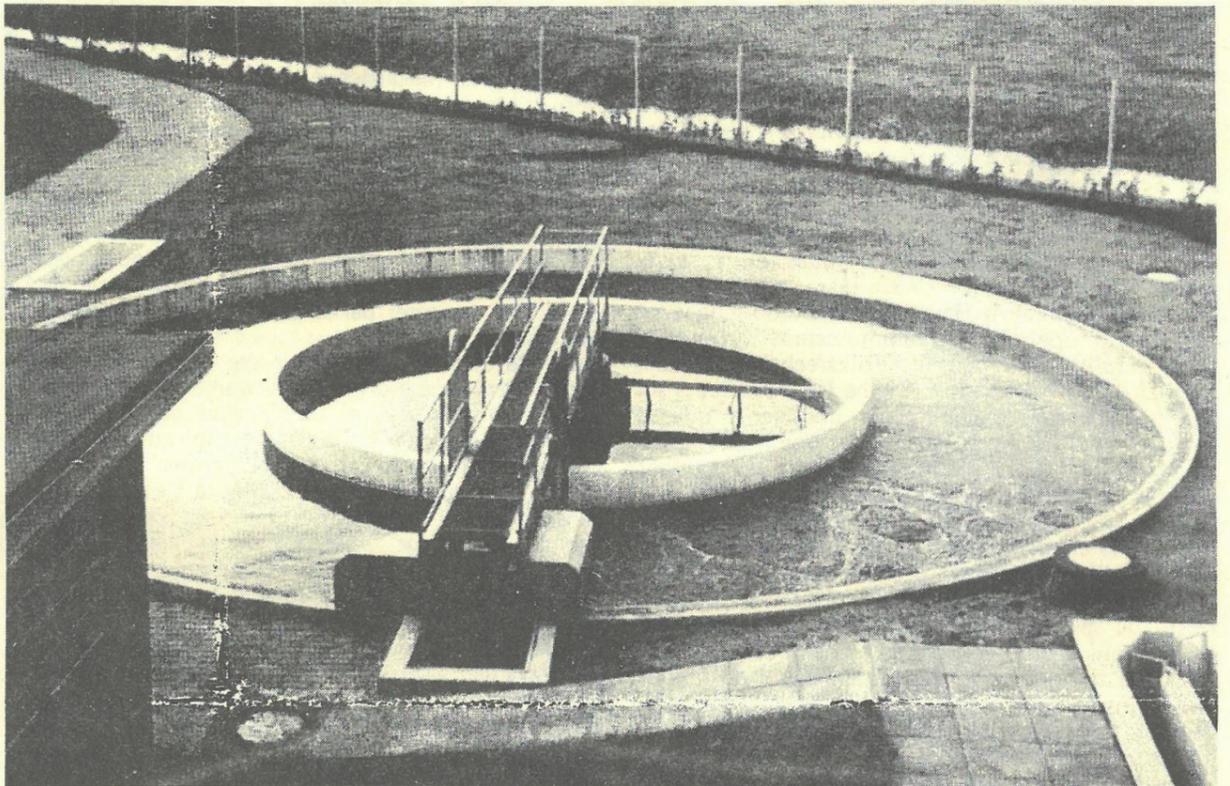
Le système semble efficace : le syndic d'Orbe radical recommanda chaudement le choix d'Epurex, contre l'avis du municipal socialiste des travaux. A Lausanne, on voit que J.-P. Delamuraz, lorsqu'il transmit le Département des travaux à M. Lévy insiste pour qu'Epurex se voit confier la construction de la station de Vidé; mais le nouveau responsable n'en veut rien savoir ! Ce trafic d'influence n'est évidemment pas du goût des maisons concurrentes qui ne sont pas aussi bien installées

dans le fromage. L'une d'elles écrit à un responsable communal : "Nous nous élevons donc très vivement contre le principe même de ces manipulations successives qui ont eu pour résultat de placer en tête comme la moins chère, une société (Epurex, réd.) que les deux premiers rapports classaient comme des plus chères, sinon la plus chère". N'empêche qu'Epurex enlève marché sur marché dans le canton (plus d'une dizaine de communes), dans les cantons de Neuchâtel et du Valais aussi.

Lyon's et Rotary...

Tous ces messieurs se connaissent bien. Membres pour la plupart du parti radical, ils se retrouvent aussi au Lyon's club ou au Rotary du Nord vaudois. Ils ont

l'habitude de faire des "affaires" ensemble. André Martin et Liron ont ensemble revendu du terrain à Chamblon (VD) pour une place d'armes. Liron et le



Epurex SA en faillite; High Sea Yachts en faillite : la mafia radicale vaudoise vaut bien celle du PDC valaisan !

fribourgeois Torche ont vendu du terrain à l'Etat pour la construction du CESSNOV d'Yverdon. On chuchote d'ailleurs que Epurex devrait même jouer d'appuis à Berne et que Chevallaz se serait un ami fidèle qui n'oublierait pas ses copains vau-

dois... Le municipal d'Orbe Badertscher déclare d'ailleurs à 24 Heures : "Si le public a réagi, c'est qu'il était notoire que la plupart des gens impliqués chez Epurex avaient des mandats politiques".

être le féal de J.J. Ott. On le retrouve dans une vingtaine de sociétés immobilières (à Mont-sur-Rolle par exemple en compagnie de Ott ou à la S.I. Simplon no

7 déjà citée); il est aussi membre de la Société d'études techniques J.J. Ott et de TEFICO, en tout 25 conseils d'administration.

Le coup des vases communicants

On peut le pressentir à travers de cette énumération, les liens entre ces messieurs du bon bord sont assez étroits. Tous, ils partageaient un même gâteau. Mais leur chasse gardée a pris un sérieux coup avec la mauvaise gestion de Ott (tout seul ?), révélée par la plainte de la Commune d'Orbe. Pour équilibrer des affaires hasardeuses, Ott aurait puisé d'un compte dans l'autre. Une fois le pot aux roses découvert, la faillite d'EPUREX devenait inévitable. Quelque 16 commu-

nes vaudoises y perdront des centaines de milliers de francs ! Mais, depuis lors, le silence s'est fait. Curieusement, les archives comptables d'Epurex ont disparu dans un incendie providentiel. Plus curieux encore, de nombreux responsables communaux qui avaient accepté ce printemps des rendez-vous avec des représentants de la presse pour évoquer l'affaire EPUREX se sont brusquement et massivement dédités sans autre explication...

Un nouveau venu : PROMETAL A.G.

Dernière épisode : plusieurs communes se trouvent avec des installations d'épuration non terminées. Qui va s'en charger ? A Orbe, la commune a demandé à la société allemande Schreiber, travaillant selon les mêmes procédés qu'Epurex, d'achever la construction. Devis : 450 000 fr., avec garantie. Mais les services fédéraux refusèrent en arguant qu'il s'agissait d'une entreprise étrangère. De fortes pressions, à Berne, se

manifestèrent pour recommander la maison Prometal SA à Saint-Gall, qui serait à ce qu'on dit, liée à ACI-PORT SA (où siège Ott !). Or Prometal fit une offre plus onéreuse : 600 000 fr., sans garantie. Finalement, cette société a repris la licence Schreiber pour la Suisse et l'a proposée à Orbe, à un prix encore supérieur au devis allemand. Qui donc est derrière ces sociétés ? Le trafic d'influence se poursuivrait-il ?

Morale de l'histoire

A première vue, le scandale ne semble pas aussi aveuglant que dans l'affaire de la SAVRO ou aussi énorme que dans l'affaire du Crédit Suisse à Chiasso. Mais on ne connaît que la pointe de l'iceberg. Et surtout cette affaire, comme celle du PDC Bourgknecht à Fribourg, comme celle de Covalon à Orbe, révèlent combien les partis de la bourgeoisie — en l'occurrence le parti radical — mettent

en coupe réglée l'Etat et toutes les collectivités publiques, et n'hésitent pas à violer la légalité dont ils se prétendent les plus fervents défenseurs... A un niveau primitif, c'est l'illustration du rôle que les ténors de la bourgeoisie financière et industrielle font jouer à l'Etat au plan national... ainsi que des gigantesques fraudes fiscales qu'ils commettent en toute impunité.

Elections Lausanne: Les empêcher de danser en rond!

suite de la première page

Pourrait-on, avec une majorité de gauche par exemple, dicter d'autres priorités à la commune ? Aux conditions actuelles, nous ne pensons pas. Car ce qu'implique un réel pouvoir des travailleurs sur leurs conditions de vie, sur leurs loisirs, sur leur environnement, c'est bien autre chose que la prétendue "autonomie communale" qu'on nous sert régulièrement en période électorale. Une réelle démocratie au niveau communal n'existera pas tant que les travailleurs ne disposent pas du territoire urbain, tant qu'ils ne sont pas maîtres de l'ensemble des capitaux à investir en logements, hôpitaux, équipements sociaux et culturels. Quel est le pouvoir de la commune face à Ebauches SA, le Crédit Suisse, l'UBS, la SBS, Publicitas, l'Innovation-Crédit Suisse, "La Suisse" assurances, etc. ? Nul ou presque. Quel est le pouvoir face aux patrons des entreprises industrielles de Renens et des environs, qui imposent des cadences de travail de plus en plus élevées (Bobst), qui licencient (Matisa), qui imposent aux femmes les salaires les plus bas (Innovation, Iril, etc.) ? Nul ou presque. Elle refuse même de donner des arguments aux travailleurs du secteur "privé" en accordant pour l'exemple les 40 heures au personnel communal. La commune donne plutôt l'exemple contraire : il a fallu 27 ans pour baisser l'horaire hebdomadaire de deux heures !

Et pourtant on voudrait nous faire croire qu'il n'y a pas plus "proche des travailleurs" que la commune de Lausanne... Les partis bourgeois bien sûr nous promettent mille petites améliorations pour mieux faire passer ensuite leur gestion de la ville dans l'intérêt du capital. Mais les Socialistes, le Parti Ouvrier Populaire tombent également dans le piège. Ils nous promettent qu'un renforcement de la gauche pourrait changer les choses. Nous disons : même une majorité de gauche au conseil communal ne pourrait rien changer fondamentalement. On peut certes supprimer quelques petits scandales, créer quelques zones vertes, quelques logements subventionnés, quelques équipements sociaux symboliques. Rien de plus. Ce n'est pas au conseil communal que les salariés pourront obtenir une réelle amélioration de leurs conditions de travail et de vie. C'est, d'abord, par leur organisation, leur résistance aux patrons, aux propriétaires immobiliers, bref, à tous ceux qui décident à leur place de leurs conditions de vie. Cette position, nous l'avons toujours eue, que nous nous présentions aux élections ou pas. C'est la même qui nous a fait combattre aux côtés des travailleurs contre la TVA et les deux paquets d'économies anti-sociales du Conseil fédéral, pour le droit à l'avortement, pour la démocratie syndicale que réclament les signataires du Manifeste 77 dans la FTMH.

Si nous nous présentons aux élections lausannoises, c'est que nous ne voulons pas que les travailleurs(esses) n'aient le choix qu'entre la démagogie des partis bourgeois et les illusions électoralistes du PS et du POP. Nous voulons que notre programme de lutte soit présent dans les élections, comme il est présent déjà dans les entreprises, dans les syndicats, dans plusieurs regroupements d'usagers, de jeunes, de femmes, de soldats. Un programme qui fait réfléchir d'abord.

Dès lors, voter LMR n'a pas d'autre sens que de manifester votre volonté d'obtenir les 40 heures immédiatement, de dire non aux licenciements, de dire non au renvoi des immigrés à leur chômage originel, des femmes dans leur "foyer", des jeunes dans leur ghetto; d'obtenir des équipements sociaux gratuits, en quantité et en qualité suffisantes, en faisant payer la crise aux patrons. Un bulletin de vote dans l'urne ne permet pas à lui seul d'obtenir cela. Les choses sérieuses commenceront lorsqu'un grand nombre de travailleurs(esses) sera prêt à la lutte : SEULE LA LUTTE PAIE !

LMR, section de Lausanne, liste 9

Les "Intérêts de Lausanne" sont-ils les mêmes que ceux des travailleurs ?

L'Association des Intérêts de Lausanne (ADIL) et le lobby touristique à Lausanne cherchent d'abord à profiter au maximum des 175 millions de francs (475 000.- par jour) que procure chaque année les touristes s'arrêtant dans la ville. Et pour les attirer à Lausanne, tout est bon... et surtout le soutien du parti radical !

En effet, les liens entre les milieux de l'hôtellerie et du commerce local avec les huiles du parti radical lausannois sont multiples. Deux exemples : — Carlo de Mercurio, qui siège dans 17 sociétés (capital-actions de 10,8 millions) contrôlant des hôtels, des restaurants, des agences de voyages, etc., est en même temps l'un des responsables de l'Ecole hôtelière de Lausanne. Son directeur, Jean Chevallaz, est le frère de Georges-André, actuel conseiller fédéral et ancien syndic de Lausanne...

— Armand Tavazzi est président de la direction des Grands Magasins Innovation et administre d'autres grands

magasins en Suisse romande. Il est aussi président de la SA Parking Riponne (capital-actions : 5,6 millions), dont l'un des administrateurs, Jean Thuillard, est conseiller communal radical et secrétaire de l'Association des commerçants lausannois. Tous les deux se retrouvent à l'ADIL : Tavazzi dans son comité de direction (où siège aussi Delamuraz) et Thuillard dans sa commission de promotion et publicité touristiques.

Récemment, Delamuraz écrivait que "le tourisme peut retrouver son expansion sans qu'il y ait collision avec les besoins de la population lausannoise" (supplément Feuille des Avis Officiels du 22. 5. 77). Ce n'est pas si sûr si l'on considère comment la prédominance des intérêts du commerce local a eu comme effet de supprimer des centaines de logements au centre ville. Mais ce qui est certain, c'est que l'expansion touristique ne peut pas se faire sans collusion avec le parti radical...

LEUR DEMOCRATIE :

Les marchands d'automobiles versent 250 000 francs pour faire échouer "Albatros" !

Cet été, l'Association des importateurs suisses d'automobiles se réunissait dans la ville fédérale. 4 monopoles (Amag, E. Frey, GMs, Ford) se partagent 51,25 o/o du marché suisse de l'automobile ! Ces capitalistes du quatre roues ne se contentent pas de faire la loi dans leur branche économique : ils font de la politique.

"Démocratiquement", ils se sont réparti entre eux, selon le quota de leurs ventes au 1er semestre 1977,

"Amag avait besoin aussi d'espaces verts"

Dans une publicité parue le 25. 10. 77 (24 Heures), Amag, qui détient à elle seule près de 20 o/o du marché suisse de l'automobile, se flatte de son installation dans le centre Sévelin-Provence à Lausanne (qui appartient à la Mobag, un des plus grands trusts immobiliers de Suisse). Les raisons ? On croirait lire une annonce électorale du parti radical : "Amag avait besoin d'espaces verts. Nous avons réveillé tout un quartier (!) — Amag est devenu un peu l'élément dynamisant du Centre industriel et artisanal de Sévelin-Provence". Sans commentaire !

les sommes nécessaires pour faire échouer... l'initiative "Albatros" ! Au total, ils

ont ainsi réuni rien moins qu'un quart de million. Et ils ont gagné... Telle est la démocratie bourgeoise. Certes, les importateurs d'automobiles ont "le droit" de s'opposer à l'initiative "Albatros" (mesures contre la pollution par les gaz d'échappements). Mais ils ne se contentent pas de déposer leur bulletin de vote dans l'urne. Ils ont de gigantesques moyens pour déployer une intense propagande (affiches, encarts publicitaires, rédactions de journaux soudoyés, etc.), une propagande mensongère. Car ils se sont bien gardés de dire : "nous les importateurs nous sommes contre "Albatros" car ces mesures empièteraient sur nos marges de profit"; ils ont payé 250 000 francs au moins pour que partout soit dit : "si vous travailleurs/automobilistes vous votez pour "Albatros", cela va vous coûter cher". Inutile de dire que les partisans d'"Albatros" n'avaient pas de tels moyens derrière eux pour répondre !

Voilà pourquoi nous disons : le système des élections et des votations dans la société capitaliste n'apporte pas l'égalité entre travailleurs et patrons, mais

Vereinigung Schweizerischer Automobil-Importeure
Association des importateurs suisses d'automobiles

Vorschlag zur Finanzierung der Abstimmungskampagne gegen die Initiative "Albatros"

Vorausichtlicher Anteil der Automobil-Importeure Fr. 250'000.--

Importeur	Verkäufe 1. Halbjahr 1977	% von Total	Anteil Fr.
Alfa Romeo	4'253	3,27	8'175.--
Amag	23'894	18,39	45'975.--
Blanc & Paiche	1'918	1,47	3'675.--
BMW	5'392	4,15	10'375.--
Chrysler	5'630	4,33	10'825.--
Citroën	6'511	5,01	12'525.--
Datsun	3'075	2,37	5'925.--
Erb Garagen	42	0,03	75.--
Ferrari	41	0,03	75.--
Fiat	9'638	7,42	18'950.--
Ford	13'686	10,53	26'925.--
E. Frey-Gruppe	13'072	10,06	25'150.--
Garage de l'Athénée	36	0,03	75.--
GMs	16'293	12,54	31'350.--
Hüssermann	2'060	1,59	3'975.--
Honda	933	0,72	1'800.--
J.H.Keller	178	0,14	350.--
Lancia	1'492	1,15	2'875.--
Mecchi	510	0,39	975.--
Mercedes-Benz	1'598	1,23	3'075.--
MG	926	0,71	1'775.--
Peugeot	6'244	4,80	12'000.--
Renault	10'774	8,29	20'725.--
Volvo	1'760	1,35	3'375.--
	129'956	100,00	250'000.--

Un document exclusif ! : première colonne, le nom de l'importateur d'automobiles, seconde, les ventes du premier semestre 77, troisième, ventes en o/o, quatrième colonne : la part de chaque importateur à la campagne pour faire échouer l'initiative "Albatros" !

seulement l'illusion de cette égalité. Sans compter que près d'un tiers des travailleurs que les patrons exploitent en Suisse ne disposent même pas des droits politiques : les immigrés ! F. G.

Quel "planning" voulons-nous ?

En mai 77, le groupe avortement/contraception du MLF a convoqué les syndicats, groupements politiques et associations susceptibles de s'intéresser à la mise sur pied d'un Planning familial dans la banlieue ouvrière de Lausanne.

Les membres d'une quinzaine de groupements et organisations ainsi que quelques personnes à titre individuel se sont réunis plusieurs fois à la suite de cette convocation. C'est ainsi qu'est né le Mouvement Action Planning (MAP).

Si les membres du MAP

étaient tous d'accord sur la nécessité d'impulser un centre de consultation pour les problèmes de contraception, les avis étaient assez partagés sur le type de centre qu'il convenait d'impulser. Fallait-il un centre privé analogue à celui qui existe à Lausanne (planning de Georgette) ? Pour être mieux à même de se déterminer sur cette question, les membres du MAP ont élaboré un questionnaire assez détaillé, avec lequel ils se rendent chez le plus grand nombre possible d'habitants de l'Ouest lausannois, pour s'infor-

mer sur leurs besoins et leurs souhaits dans ce domaine. Ce travail d'enquête va bon train, et jusqu'à présent les membres du MAP sont bien accueillis par les habitants.

En même temps, cette enquête constitue un premier travail de sensibilisation dans la population sur ce problème, et c'est là un élément primordial, car l'obtention d'un centre de consultation qui réponde réellement aux besoins et aux souhaits de ses usagers (ères) dépend en premier lieu de leur capacité de se mobiliser pour l'obtenir et

pour le prendre en charge. Nous pensons qu'il faut se battre pour des centres de consultation publics gratuits, et sous contrôle des usagers, équipés de manière à répondre aux besoins en matière de contraception et d'avortement, mais aussi à pouvoir effectuer des contrôles préventifs et à organiser des séances d'information et des débats publics sur la santé, la sexualité, la protection de la travailleuse enceinte et l'oppression des femmes. A.

Parents en lutte pour des garderies

L'image de la femme au foyer est décidément bien commode pour un système qui refuse d'engager des fonds dans les équipements sociaux, autrement que pour en faire des opérations de prestige.

A Lausanne, l'accès aux garderies communales, quand elles existent, est réservé aux enfants des mères qui constituent des cas sociaux, cela signifie que pour bénéficier d'une place dans une garderie, il faut être dans la nécessité économique de travailler, parce que le père de l'enfant n'est pas en mesure d'entretenir femme et enfant ! Dans les quartiers qui ne bénéficient pas d'une garderie, les femmes ont le choix entre un trajet démesuré jusqu'à la garderie la plus proche et le placement à domicile chez une voisine. Pour les femmes qui ne travaillent "que" dans leur ménage ou qui sont salariées à temps partiel, il n'existe pas de possibilité en dehors des institutions privées. Deux halte-garderies¹⁾ seulement, celles de la Madeleine et de Bellevaux ont obtenu des subventions communales a-

près des années de bagarre. Et s'il y a eu quelques dérogations ces deux dernières années aux conditions d'admission des garderies communales, elles sont dues au départ forcé des travailleurs immigrés et au licenciement direct ou camouflé des femmes...

Depuis un an et demi environ, plusieurs groupes de parents se sont constitués dans différents quartiers pour mettre sur pied ou pour demander la mise sur pied de halte-garderies, ou d'une garderie en ce qui concerne sous-gare (une pétition lancée par l'écho du Boulevard a également été déposée à la Municipalité). Le groupe sous-gare travaille avec l'EPFL qui fournit les locaux, mais s'est vu refuser les subventions communales. La Gardoche est une halte-garderie de la Sallaz à qui la commune a également refusé des crédits cette année. A la Pontaise, des femmes du quartier gèrent depuis 5 ans une halte-garderie au centre de loisirs sans un sou de la commune, et en refusant des enfants parce qu'elles ne peuvent s'agrandir. Au Pont des Sauges, des



mères ont ouvert une halte-garderie également, qu'elles font marcher bénévolement.

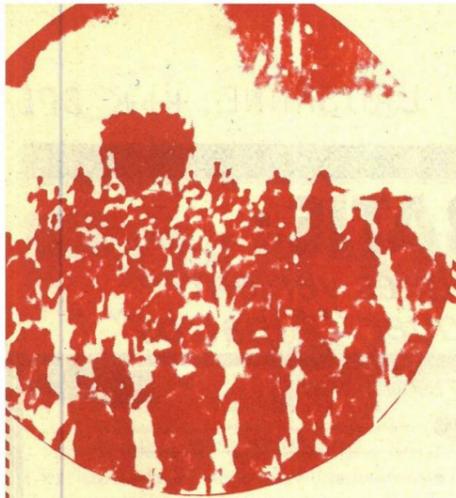
Ces différents groupes travaillent tous dans l'optique d'une gestion des équipements par les usagers, mais ils mettent sérieusement en question l'auto-financement auquel la commune les contraint. Depuis le mois de juin de cette année, ils se sont réunis au niveau lausannois pour accroître leur audience et unifier leurs démarches auprès des autorités communales. Profitant des élections, ils ont lancé un débat public avec les partis en lice, qui aura lieu le 2 novembre à la salle des Vignerons, à 20 h. 15.

Nous serons présents à ce débat. Dans la mesure où

nous revendiquons des crèches ouvertes 24 heures sur 24, gratuites, de qualité, contrôlées par les usagers, nous serons partie prenante de tout mouvement qui va dans ce sens. Ce sera aussi l'occasion pour nous de commencer à réfléchir au type d'équipements sociaux qui répond le mieux aux besoins des travailleuses et des travailleurs, allant dans le sens de la libération des femmes et d'une socialisation non répressive des enfants. Z.

1) Une halte-garderie est un lieu où les enfants peuvent venir régulièrement mais aussi occasionnellement, ce qui permet un fonctionnement plus souple, répondant mieux aux besoins des femmes qui ne travaillent pas plein temps.

CES SOVIETS QUI ONT



Le Soviet des ouvriers et soldats réuni en assemblée au mois de mars 1917 : un règlement révolutionnaire pour la garnison de Pétrograd... (photo de couverture: le 1er Mai 1917 à Vladivostok).

Premier pays où le renversement du capitalisme a été réalisé, l'Union "Soviétique" a connu une telle évolution depuis 60 ans qu'on a peine à y reconnaître les vestiges du formidable bouleversement révolutionnaire de l'année 1917. Dans le catalogue des images d'Epinal de la révolution, les portraits des dirigeants bolchéviques, les instantanés de la prise du Palais d'Hiver ne fournissent qu'un reflet infidèle du véritable processus politique qui a permis la destruction de l'Etat tsariste et l'expropriation du capitalisme sur le plus vaste territoire national du monde.

Le terme "soviet" lui-même est resté entouré du plus grand mystère. Symbole positif pour des millions de travailleurs durant les années 20 et 30 dans le monde entier, il est devenu aujourd'hui un repoussoir sous la forme du parlement momifié de la bureaucratie du Kremlin, le "Soviet suprême".

"Soviet" ne signifie en russe rien d'autre que "conseil". Et sans les conseils ouvriers, de soldats et paysans, jamais la révolution de Février, c'est-à-dire le renversement du régime tsariste semi-féodal, n'aurait été suivie de la révolution socialiste d'Octobre. Les soviets russes n'ont d'ailleurs pas été créés ni constamment dominés par le parti Bolchévique. Ils ont ressurgi en 1917 sur les bases de l'expérience révolutionnaire de 1905. Ils représentaient une sorte de parlement ouvrier, dont les bases reposaient, non pas sur le respect des lois bourgeoises, mais sur la nécessité pratique d'unir tous les ouvriers, toutes les tendances politiques du mouvement ouvrier autour de la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie sans terre, à peine libérée du servage.

Les Bolchéviques n'ont pas pris le pouvoir en tant que "parti" durant la révolution d'Octobre. Mais ils ont joué un rôle absolument décisif pour permettre la conquête du pouvoir par l'organe centralisé des délégués des soviets ouvriers, de soldats et paysans. Ils ont pu jouer ce rôle déterminant — notamment en proposant le moment et les modalités de l'insurrection armée — parce qu'ils n'avaient cessé depuis une longue période d'affirmer le rôle des soviets comme organes de pouvoir destinés à détruire et à prendre la place de l'appareil d'Etat hérité du tsarisme, et qu'ils avaient réussi à gagner la majorité des délégués dans les soviets à ces vues.

Durant les premiers mois de leur existence les soviets coexistaient parallèlement aux gouvernements de collaboration de classe; ils reconnaissaient en général l'autorité de ces gouvernements (dès juillet 17, les ministres bourgeois démissionnaient, seuls les "réformistes" de l'époque étaient représentés au "gouvernement provisoire"). Au sein des soviets, les menchéviks et socialistes-révolutionnaires disposaient de la majorité. Pourtant, en l'espace de quelques semaines, les Bolchéviques ont su proposer toutes les initiatives qui allaient dans le sens de l'élargissement des pouvoirs des Soviets. Ils montraient, en avançant le célèbre mot d'ordre "tout le pouvoir aux soviets", que le gouvernement était incapable de résoudre les problèmes vitaux de l'heure : mettre fin à la guerre haïe, distribuer les terres, instaurer le contrôle ouvrier généralisé sur l'économie paralysée par la guerre et l'anarchie capitaliste.

1. 1905 : le premier Soviet de Pétrograd

Depuis les expériences révolutionnaires de la Commune de Paris de 1871, pour la première fois une grève générale — celle de 1905 en Russie — débouchait, "pour répondre à un besoin pratique" sur la création de conseils ouvriers. Des comités de grève, des comités d'usine, ils reprenaient la tradition de la nomination de délégués, de l'ouverture à tous les ouvriers, quel que soit le parti ou le syndicat auquel ils appartenaient. Des syndicats, ils reprenaient le principe de la coordination par-delà les diverses entreprises, etc. Mais tout cela à un niveau supérieur, puisque toutes les branches, toutes les professions, tous les courants politiques y étaient représentés et que le soviet avait vocation de se mêler de tâches qui, en temps normal, sont du domaine tabou de l'Etat : police, ravitaillement, prescriptions sociales, etc.

"Si donc nous avons le droit de mettre la capitale de la Neva au centre de tous les événements qui terminent 1905, à Pétersbourg même, nous devons accorder la plus haute place au conseil, ou soviet, des députés ouvriers. C'est en

En somme, les Bolchéviques ont conquis une "majorité électorale" avant le "coup de force" de l'insurrection — une "majorité électorale" non pas à l'intérieur d'un parlement bourgeois lors d'élections traditionnelles, mais à l'intérieur de cette nouvelle forme d'organes à la fois législatifs et exécutifs, issus directement d'élections sur les lieux de travail, dans les unités militaires, les villages. Ces organes où se réalisait une démocratie d'une ampleur et d'une efficacité jamais approchées dans aucun parlement bourgeois n'entraient pas seulement en concurrence avec le gouvernement — ils s'arrogeaient de plus en plus des tâches militaires, économiques et sociales qui sont du domaine tabou du gouvernement.

Ils représentaient déjà une forme de pouvoir démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre destiné à déposséder — donc à réprimer — la classe capitaliste jusqu'à ce qu'elle ait définitivement renoncé, non seulement à dominer les affaires politiques, mais aussi l'ensemble des centres de décision économiques et sociaux. Exiger "tout le pouvoir aux soviets" revenait à exiger une nouvelle forme de démocratie auto-gestionnaire, une nouvelle forme d'Etat, celui de la "dictature du prolétariat", en balayant tout d'abord l'obstacle principal sur cette voie : l'Etat de la dictature des capitalistes et des propriétaires fonciers sur la classe ouvrière et paysanne pauvre.

Pour mettre fin à la guerre, réaliser la réforme agraire, placer l'industrie sous le contrôle ouvrier, il fallait détruire la structure hiérarchique de l'armée, dissoudre l'appareil des fonctionnaires d'Etat. Au mois de novembre 1917 (selon notre calendrier) l'implantation et l'autorité des soviets avaient atteint de telles proportions que l'insurrection armée ne dura que quelques heures et ne causa qu'une minime effusion de sang.

Le nouvel Etat ouvrier était appelé à dépérir progressivement; il devait instaurer "un régime républicain dans l'industrie", où toutes les décisions devaient être prises démocratiquement par des délégués constamment révocables, auxquels toute forme de privilèges matériels devait être refusée, élus sur la base de larges débats dans tous les lieux de travail et d'habitation.

Or, cet Etat n'a vu le jour qu'en partie seulement; l'arriération économique de la Russie ne laissait guère d'espoir en-dehors d'une révolution semblable éclatant dans les régions plus avancées de l'Europe; la guerre civile lui a coupé ses racines démocratiques; elles n'ont pu repousser avant que la bureaucratie parasitaire n'étende son emprise tentaculaire. Mais c'est là une tout autre affaire, et avant d'étudier les causes et les mécanismes de cette dégénérescence — ce que nous ferons dans un prochain dossier — revenons au rôle des soviets dans la révolution. Car, pour comprendre comment ils ont dépéri, il est nécessaire de comprendre comment ils sont nés, comment ils se sont développés. Nous tentons ici d'en donner une idée à l'aide de quelques brefs extraits d'historiens marxistes-révolutionnaires.

F. G.

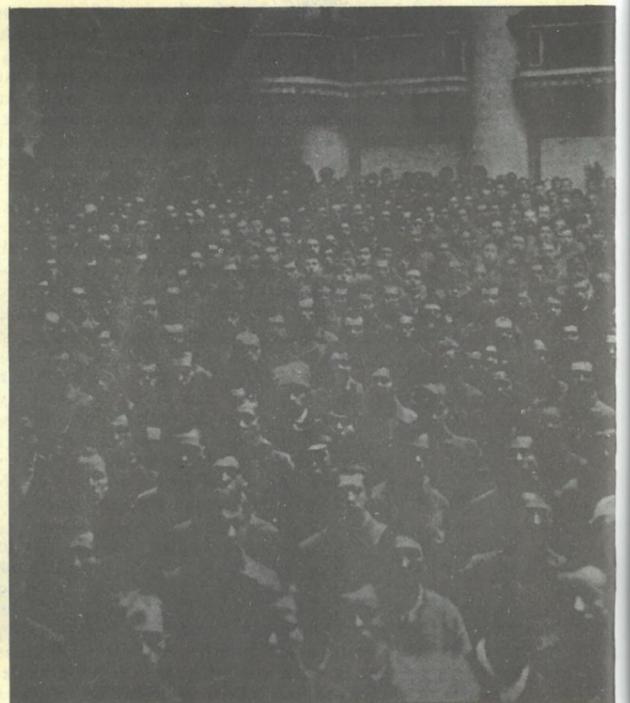
effet la plus importante organisation ouvrière que la Russie ait connue jusqu'à ce jour. De plus, le soviet de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout que cette organisation, qui était vraiment l'émanation de la classe des prolétaires, fut l'organisation type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du soviet, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

Qu'était-ce donc que le soviet ?

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique; l'essentiel enfin, c'était de pou-

voir la faire surgir dans les vingt-quatre heures. Le parti social-démocrate qui unissait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique; mais ce parti n'aurait pas été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule organisation, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la masse : en effet, il avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. Le parti des socialistes-révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité. Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation impartiale. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses populaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentation aux entreprises et aux usines¹. (Ernest Mandel : "Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, anthologie", Maspero, Paris 1970, pages 66, 67.)

La révolution de 1905 fut écrasée dans le sang. Mais le



2. Les soviets de 1917

Durant les 8 mois de bouleversements politiques que connaît la Russie entre le renversement du tsarisme (février) et la prise du pouvoir par les Bolchéviques, les Soviets sont au centre de la mêlée. Jusqu'à ce que les Bolchéviques y détiennent la majorité, ils jouent dans les événements un rôle double. En effet, ils sont nés du soulèvement de février, tout comme en 1905. Mais la majorité de leurs membres appuient les dirigeants "réformistes" (conciliateurs, dans la langue bolchévique de l'époque), qui, en mars, mettent sur pied un gouvernement de coalition avec une bourgeoisie qui n'a ni souhaité ni appuyé la révolution de février, mais saisit l'occasion pour imposer la continuation de la guerre aux côtés des puissances impérialistes "alliées", retarder la réforme agraire, défendre la propriété privée, etc.

Les problèmes brûlants restant ainsi sans réponse, à deux reprises de puissants mouvements de révolte animent les travailleurs, les soldats-paysans, qui se font sentir également à la base des Soviets : en avril, et en juillet. Ce second mouvement aboutit à l'exclusion de ministres bourgeois du gouvernement, mais aussi à une forte répression contre les Bolchéviques, toujours minoritaires dans les Soviets. A tel point que ceux-ci se demandent durant un court laps de temps, s'ils ne feraient pas mieux d'envisager de délaissier les Soviets pour appuyer leur stratégie de prise du pouvoir sur d'autres organes de base de la classe ouvrière : les comités d'usine et les syndicats notamment. La troisième grande crise tranche ce débat, lorsque les troupes réactionnaires de Kornilov tentent de remettre à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers le contrôle absolu sur l'Etat et l'armée par une marche sur Pétrograd. En effet, alors que le gouvernement "réformiste" dirigé par Kérénski est prêt à s'entendre avec Kornilov, les Soviets prennent eux-mêmes en main la défense de leurs acquis, défendant le gouvernement Kérénski en quelque sorte malgré lui. A partir de là, les Bolchéviques gagnent en quelques semaines une très nette majorité des membres des Soviets à leur projet d'insurrection armée.

FAIT LA RÉVOLUTION

président du soviet de Pétrograd, Léon Trotsky, prophétisait, un an plus tard :

"Il est hors de doute que, s'il se produisait un nouveau soulèvement révolutionnaire, des conseils ouvriers se formeraient dans tout le pays. Un Soviet central des ouvriers de toute la Russie, désigné par un congrès national... assumerait la direction... L'histoire ne se répète pas. Le nouveau Soviet n'aura pas à refaire l'expérience de ces cinquante jours, mais il pourra en tirer tout son programme d'action... coopération révolutionnaire avec l'armée, la paysannerie et les couches inférieures, populaires de la bourgeoisie; abolition de l'absolutisme; destruction de l'appareil militaire de l'absolutisme; licenciement d'une partie de l'armée, révision complète du reste; suppression de la police et de l'appareil bureaucratique; journée de huit heures; distribution d'armes au peuple et surtout aux ouvriers; transformation des soviets en appareil de gouvernement révolutionnaire urbain; formation de soviets paysans chargés d'effectuer localement la révolution agraire; élection d'une Assemblée Constituante... Il est plus facile de formuler un tel programme que de le mettre à exécution. Mais si la révolution est destinée à la victoire, le prolétariat ne peut qu'assumer ce rôle. Il accomplira, ce faisant, un exploit révolutionnaire tel que le monde n'en a encore jamais vu.

L'histoire de ces cinquante jours ne sera qu'une page bien terne de l'histoire de la lutte et de la victoire du prolétariat." (Léon Trotsky, extrait cité par I. Deutscher, in "Le Prophète armé", Paris, Ed. des Temps Modernes ou 10/18, dans Mandel cité ci-dessus, pages 79, 80.)



au centre de la révolution

Mais revenons au rôle et à la composition des Soviets, tels que Trotsky les présentait dans un article écrit en août 1917 :

"Toute l'histoire antérieure de la révolution réside dans ce qu'on appelle le "double pouvoir". Cette expression, qui vient des libéraux, est à vrai dire très superficielle. On n'a pas épuisé le problème quand on a dit qu'à côté du gouvernement il y avait le soviet, qui s'acquittait d'un nombre considérable de fonctions gouvernementales; car les Dan et les Tseretelli ont fait tout leur possible pour supprimer, "sans douleur", cette division du pouvoir, en le remettant tout entier au gouvernement. La vérité, c'est que derrière le soviet et derrière le gouvernement il y avait deux systèmes différents, reposant sur des intérêts de classe différents.

Derrière le soviet, il y avait les organisations de travailleurs qui supplantaient, dans chaque usine, l'autocratie des capitalistes et établissaient dans l'industrie un régime républicain incompatible avec l'anarchie capitaliste et exigeant un contrôle d'Etat irrévocable sur la production. Pour défendre leurs droits de propriété, les capitalistes ont cherché du secours en haut, auprès du gouvernement, l'ont poussé avec une énergie toujours accrue contre les soviets et l'ont forcé à accepter la conclusion qu'il ne possédait pas d'appareil indépendant, c'est-à-dire pas d'instruments de répression contre les masses travailleuses. D'où les lamentations sur le "double pouvoir".

Derrière le soviet, il y avait l'organisation électorale de l'armée et toute l'administration de la démocratie des soldats. Le gouvernement provisoire, qui s'alignait sur Lloyd George, Ribot et Wilson, reconnaissait les anciennes obligations du tsarisme et pratiquait les anciennes méthodes de la diplomatie secrète, ne pouvait que se heurter à l'hostilité active du nouveau régime de l'armée. L'opposition venue d'en haut avait perdu presque tout son effet au moment où elle atteignait le soviet. D'où les plaintes sur le "double pouvoir", surtout de la part de l'état-major général.

Enfin, le soviet paysan lui aussi, malgré l'opportunisme lamentable et le chauvinisme grossier de ses leaders, était soumis à une pression accrue de la base, où la confiscation de la terre prenait une allure d'autant plus menaçante que le gouvernement s'y opposait plus fortement. On voit jusqu'à quel point ce dernier jouait le rôle de représentant du grand capital dans le fait que la dernière ordonnance policière de Tseretelli ne différait en rien des ordonnances du prince Lvov. Et, partout dans les provinces où les soviets et les comités de paysans tentaient d'instaurer un nouveau régime agraire, ils se trouvaient en conflit aigu avec l'autorité "révolutionnaire" du gouvernement provisoire, qui se transformait de plus en plus en chien de garde de la propriété privée.

La poursuite de la révolution rendait nécessaire le passage de tout le pouvoir aux mains du soviet et son utilisation dans l'intérêt des travailleurs contre les possédants." (souligné par nous) (Léon Trotsky, "L'année 1917", recueil d'articles, François Maspero, 1976.)

Au cours même de la crise de juillet, les Bolchéviks s'attendent à ce que les manifestations d'opposition au gouvernement prennent un aspect de soulèvement armé, alors qu'ils jugent que la situation n'est pas encore favorable à une prise du pouvoir. Malgré le tour prévisible de la confrontation sanglante, ils ne se désolidarisent pas. Trotsky décrit en 1929 pourquoi les Bolchéviks ont été "débordés" lors des "journées de juillet" :

"Les manifestants de Juillet voulaient remettre le pouvoir aux soviets. Pour cela il était indispensable que les soviets consentissent à le prendre. Or, même dans la capitale, où la plupart des ouvriers et des éléments actifs de la garnison suivaient déjà les bolchéviks, la majorité dans le Soviet, en vertu de la loi d'inertie, spécifique de toute assemblée de représentants, appartenait encore aux partis petits-bourgeois qui considéraient un attentat au pouvoir de la bourgeoisie comme un attentat contre eux-mêmes. Les ouvriers et les soldats ressentaient vivement la contradiction entre leur état d'esprit et la politique du Soviet, c'est-à-dire entre ce qu'ils avaient été hier et ce qu'ils étaient aujourd'hui. En se soulevant pour le pouvoir des soviets, ils n'apportaient nullement leur confiance à la majorité conciliatrice. Mais ils ne savaient comment s'en débarrasser. La renverser par la violence, c'eût été dissoudre les soviets au lieu de leur transmettre le pouvoir. Avant de trouver la voie vers un renouvellement des soviets, les ouvriers et les soldats essayèrent de les soumettre à leur volonté par la méthode de l'action directe." (Léon Trotsky, "Histoire de la révolution russe", tome 2. Octobre, Seuil, 1950, pages 77-78).

Pour comprendre la manière dont les Bolchéviks ont su progressivement creuser une brèche entre les soviets et le gouvernement "réformiste", entre la base des soviets et l'organe dirigeant des Soviets (le "Conseil Exécutif"), Trotsky souligne, toujours dans son "Histoire de la Révolution Russe", la "nature hybride des partis conciliateurs" (ou réformistes dirions-nous) :

"Si paradoxal que soit le régime de Février, que les conciliateurs décoraient d'ailleurs d'hiéroglyphes marxistes et populistes, les véritables rapports de classes sont suffisamment transparents. Il faut seulement ne pas perdre de vue la nature hybride des partis conciliateurs. Les petits bourgeois instruits s'appuyaient sur les ouvriers et les bourgeois, mais fraternisaient avec les propriétaires de noble condition et les gros fabricants de sucre. En s'insérant dans le système soviétique, à travers lequel les revendications de la base s'élevaient jusqu'à l'Etat officiel, le Comité exécutif servait aussi de paravent politique à la bourgeoisie. Les classes possédantes se "soumettaient" au Comité exécutif dans la mesure où il poussait le pouvoir de leur côté. Les masses se soumettaient au Comité exécutif dans la mesure où elles espéraient qu'il deviendrait l'organe de la domination des ouvriers et des paysans. Au palais de Tauride s'entrecroisaient des tendances de classes contraires, dont l'une et l'autre se couvraient du nom du Comité exécutif : l'une par manque de compréhension et par crédulité, l'autre par froid calcul. Or, dans la lutte, il ne s'agissait ni plus ni moins que de savoir qui gouvernerait le pays : la bourgeoisie ou le prolétariat ?" (id., page 80).

Au lendemain des "journées de juillet", les Bolchéviks subissent de plein fouet la répression (leurs dirigeants sont emprisonnés, Lénine est obligé de se cacher). Pourtant, la situation évolue très vite :

"Les dernières journées du mois d'août produisirent de nouveau un brusque déplacement dans les rapports des forces, cette fois-ci de la droite vers la gauche. Les masses appelées à la lutte rétablirent sans effort la situation que les soviets avaient eue avant la crise de juillet. Désormais, le sort des soviets est de nouveau en leurs propres mains. Le pouvoir peut être pris par les soviets sans combat. Pour cela, les conciliateurs n'ont besoin que de consolider ce qui s'est déjà formé dans la réalité. Toute la question est de savoir s'ils le voudront..." (idem, page 337, souligné par nous.)

Lénine lance alors un mot d'ordre gouvernemental, destiné à dévoiler le réel rôle que jouent les "conciliateurs" menchéviks et socialistes-révolutionnaires : *"Tout le pouvoir aux soviets"* (déjà lancé dans les mois précédents) en précisant : *"gouvernement de socialistes-révolutionnaires et menchéviks responsables devant les soviets"*.

Les partis interpellés refusent; le résultat politique escompté ne se fait pas attendre :

"(...) à peu de jours près, les bolchéviks obtinrent la majorité dans le Soviet de Pétrograd, ensuite dans un bon nombre d'autres. Le mot d'ordre du "pouvoir aux soviets" ne fut, par conséquent, pas retiré une seconde fois de l'ordre du jour, mais prit un nouveau sens : tout le pouvoir aux soviets bolchéviks. Sous cet aspect, le mot d'ordre cessait définitivement d'être celui d'une évolution pacifique. Le parti s'engage dans la voie de l'insurrection armée, à travers les soviets et au nom des soviets." (idem, page 339, souligné par nous.)

Les préparatifs de l'insurrection se déroulent à la fois au sein du Comité Central du parti Bolchévik et du Comité militaire révolutionnaire, une instance élue par le Soviet, proposée par le gouvernement lui-même pour organiser la "défense de la capitale", et détournée habilement de ce but par Trotsky en particulier : elle servit aux garnisons de Pétrograd, gagnées à la politique des Bolchéviks, à éviter le départ vers le front que lui ordonnait le gouvernement Kérensky soucieux de rassembler autour de lui des troupes "sûres".

"L'insurrection put se maintenir sur le terrain de la légalité soviétique et même, pour une bonne part, dans les cadres des traditions de la dualité de pouvoirs, surtout grâce à ce fait que la garnison de Pétrograd s'était presque entièrement subordonnée au Soviet dès avant le soulèvement. Dans de nombreux Souvenirs, articles d'anniversaire, dans de premiers essais historiques, ce fait, confirmé par d'innombrables documents, était considéré comme incontestable. "Le conflit à Pétrograd se développe sur la question du sort de la garnison" — dit une première brochure sur Octobre, écrite par l'auteur du présent ouvrage, en des moments de loisir entre les séances des pourparlers de Brest-Litovsk, d'après des souvenirs tout récents, brochure qui, dans le parti, pendant plusieurs années, fut présentée comme un manuel d'Histoire. "La question essentielle, autour de laquelle s'édifia et s'organisa tout le mouvement en octobre — déclare encore plus nettement Sadovsky, un des plus immédiats organisateurs de l'insurrection — c'était de faire marcher les régiments de la garnison de Pétrograd sur le front Nord..." (idem, pages 665-666.)

L'insurrection coïncide avec la date de convocation du Congrès des soviets ouvriers et de soldats. C'est à cette instance que revient la compétence d'assumer ou non le pouvoir :

"Le 25 octobre devait s'ouvrir à Smolny le parlement le plus démocratique de tous ceux qui ont existé dans l'histoire mondiale. Qui sait ? peut-être aussi le plus important. (...)

"Il revenait aux bolchéviks trois cent quatre-vingt-dix délégués; loin d'être tous membres du parti, ils étaient en revanche la substance même des masses; or, il ne restait plus à celles-ci d'autres voies que celles du bolchévisme. Nombreux étaient ceux des délégués qui, étant arrivés avec des doutes, achevaient rapidement de mûrir dans l'atmosphère surchauffée de Pétrograd.

Avec quel succès les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réussi à dilapider le capital politique de la Révolution de Février ! Au Congrès des soviets en Juin, les conciliateurs disposaient d'une majorité de 600 voix sur une totalité de 832 délégués. Maintenant, l'opposition conciliatrice de toutes nuances constituait moins du quart du Congrès." (...)

"Une enquête faite parmi les délégués démontra que 505 soviets tenaient pour le passage de tout le pouvoir aux mains des soviets : 86 — pour le pouvoir de la "démocratie"; 55 — pour la coalition; 21 — pour la coalition, mais sans les cadets. Ces chiffres éloquentes, même sous cet aspect, donnent, cependant, une idée exagérée de ce qui restait d'influence aux conciliateurs : pour la démocratie et la coalition se déclaraient les soviets des régions les plus arriérées et des localités les moins importantes." (idem, pages 681-682.)

Dans un article sur le fonctionnement des Soviets au début de la Révolution russe, le journaliste américain John Reed, évoque la démocratie qui règne dans le soviet de Pétrograd :

"Le soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, qui était en pleine activité lorsque je me trouvais en Russie, peut offrir un exemple du fonctionnement de l'organisation gouvernementale urbaine de l'Etat Socialiste. Il était formé d'environ 1 200 délégués et, en des circonstances normales, tenait session plénière toutes les deux semaines. En même temps, il désignait un Comité exécutif central de 110 membres, élus sur une base de représentation proportionnelle des partis; ce comité exécutif central invitait à participer à tous ses travaux des membres du Comité Central de tous les partis, du Comité Central des syndicats professionnels, des commissions des entreprises et autres organisations démocratiques... L'élection des délégués est basée sur la représentation proportionnelle, ce qui veut dire que les partis sont représentés à la proportion du nombre de votants de la ville. De plus, les délégués ne sont pas élus pour une période déterminée, mais susceptibles d'être révoqués à tout moment."

1) Il y avait un délégué par groupe de cinq cents ouvriers. Les petites entreprises industrielles s'unissaient pour former des groupes d'électeurs. Les jeunes syndicats reçurent également le droit de représentation. Il faut dire, cependant, que ces normes n'étaient pas observées très rigoureusement : certains délégués ne représentaient que cent ou deux cents ouvriers, ou même moins. Ils n'étaient pas élus à ce débat. Dans la mesure où plein temps...

Pourquoi nous ne lançons pas le référendum

Au lendemain des votations du 25 septembre, c'est donc la loi dite des "indications sociales" qui entre en vigueur. Elle est le résultat d'un compromis parlementaire autant que des manoeuvres du PDC. Cette nouvelle loi, en introduisant le critère social (aussi restrictif soit-il), gêne les adversaires catholiques et réactionnaires de l'avortement. Dans ce sens, elle constitue théoriquement un léger progrès pour les régions retardataires. Par contre, en exigeant pour les cas dits sociaux le double avis conforme du médecin et du responsable social, elle aggrave le contrôle sur la femme. En réalité, dans les cantons "libéraux" comme dans les autres, tout se jouera sur la base du rapport de forces créé entre forces progressistes et réactionnaires.

Deux "non" à la loi

Il semble donc que l'aile droite (!) de "Oui à la Vie" ait lancé le référendum contre cette loi qu'elle estime encore trop libérale. Mais, du côté des partisans de la décriminalisation de l'avortement, le référendum est également lancé par une coalition d'organisations proches des maoïstes entraînés par "Drapeau Rouge" de Lausanne.

Lors de sa dernière séance, notre comité central s'est prononcé contre le lancement d'un tel référendum. Pourquoi ? Nous estimons qu'il ne suffit pas de dénoncer le caractère rétrograde de la nouvelle loi et d'affirmer que le référendum est un "moyen d'enrayer une mesure prise par l'Etat à l'encontre des intérêts des couches populaires", ni de déclarer que, par là, on vise "à renforcer le mouvement de lutte décidé à conquérir le droit à l'avortement...", comme le fait le Comité "Nous voulons des enfants désirés" (Lausanne), dans un projet de plateforme pour le lancement du référendum.

Il s'agit, avant tout, de réfléchir aux conséquences

politiques de ce référendum. Va-t-il clarifier et renforcer la lutte pour le droit à l'avortement ? Permettra-t-il de renforcer les rangs des partisans de la libéralisation, voire de la décriminalisation (ce 48 o/o de gens acceptant la solution du délai) ? Favorisera-t-il une protection immédiate des droits de la femme à l'avortement ?

A toutes ces questions, l'évidence répond non. Le lancement simultané de deux référendums, l'un de droite, l'autre de gauche, sèmera la confusion, particulièrement dans les cantons réactionnaires, où les partisans du droit à l'avortement ou de sa simple libéralisation se trouveront mal pris. Sans compter que les moyens de mener une large campagne de clarification (d'autant plus nécessaire à cause de cette dualité) existeront du côté de la droite, mais pas du côté de la gauche, vu l'étroitesse de la base de lancement.

Aussi sera-t-il difficile, voire impossible de renouveler, lors du vote, le score de 48 o/o (de partisans du Oui à l'avortement).

Affaiblissement du front progressiste

En réalité, il y aura alors affaiblissement du front des partisans de la libéralisation de l'avortement par rapport au 25 septembre. Si la loi est effectivement balayée, ce sera par une conjonction de voix de droite et de voix de gauche. Une telle conjonction ne donnera aucune clarté indicative à ce vote et la bourgeoisie pourra l'interpréter comme elle l'entend. Certes, celles et ceux qui vont faire signer le référendum pourront convaincre de leurs motivations quelques centaines, voire quelques

milliers de personnes touchées dans leur campagne. Mais rien n'empêche que ce même travail de contact, de persuasion et de mobilisation ne puisse être mené sur un autre thème que le référendum. Et ce qui importe en cette affaire, c'est que l'immense masse des gens indécis, faiblement convaincus, soumis au feu roulant de la propagande de droite soit confortée par la manifestation d'une volonté populaire s'affirmant de façon croissante pour une décriminalisation de l'avortement.

Or tel ne peut être le cas dans les conditions données.

On nous a dit : en laissant la droite lancer seule le référendum, vous lui laissez le champ libre; vous vous effacez. Le problème est réel. Mais, pour nous, le champ propagandiste tel que le choisissent les référendaires de gauche est des plus ambigus, comme nous venons de l'indiquer; et, de surcroît, nous proposons de continuer à mener campagne sur un autre terrain. On y revient plus bas.

Reste la dernière interrogation : le référendum comme moyen d'améliorer dans l'immédiat la situation des femmes désirant avorter. Là aussi, c'est une illusion.

D'ailleurs, la plateforme citée plus haut ne se demande jamais par quoi la bourgeoisie remplacera la loi ainsi "balayée", à supposer qu'elle le soit (au cas contraire, le bilan de toute la campagne référendaire serait encore plus douteux). Car, au vu de ce que nous venons de montrer, la bourgeoisie pourrait tabler sur l'ambiguïté politique du résultat pour remettre — plus facilement qu'aujourd'hui — la solution fédéraliste sur le tapis, avec tout ce que cela comporte comme risques de législations cantonales plus réactionnaires. Nous disons non à la porte ouverte à la solution fédéraliste.



25 septembre : dans les cantons où elle domine, la hiérarchie catholique a mobilisé ses "fidèles" contre la solution du délai. Voter avec eux un "non" à la loi du Conseil fédéral ? La perspective de cette confusion ne nous engage pas à lancer le référendum !

Comment poursuivre ?

Nous sommes d'avis que la bataille publique pour le droit à l'avortement peut et doit se poursuivre, mais par un autre biais, plus déterminant et plus clair. Il s'agit, dans les faits, d'imposer une pratique libérale des avortements, en organisant des groupes de vigilance dans les maternités, en dénonçant — comme cela s'est fait à Genève — les pratiques et les tarifs d'une série de gynécologues; il s'agit de commencer un travail de sensibilisation parmi les travailleurs sociaux à propos du rôle que veut leur faire jouer la nouvelle loi; il s'agit aussi de s'organiser afin de rendre impossible toute tentative des assurances pour refuser de payer les frais d'avortement; et puis, il faut aussi, depuis la base plus forte des cantons libéraux, soutenir la lutte des femmes et des progressistes des régions réactionnaires (en aidant à faire de la propagande, en organisant des campagnes régionales ou nationales de dénonciation (comme à Fribourg ces jours-ci précisément)).

Mais ce n'est pas tout : il y a encore, au plan local, tout un travail à faire autour

de la contraception (planning) et, au plan national, une discussion à reprendre pour le lancement à terme d'une nouvelle initiative fédérale pour l'avortement. Sans compter que le lancement probable d'une initiative pour le droit à la maternité (en discussion maintenant entre divers mouvements féministes et organisations politiques et syndicales) s'inscrira aussi dans la logique de la lutte pour le droit à l'avortement.

Ces tâches, s'inscrivant d'abord au plan local, sont importantes pour assurer, renforcer ou simplement créer le rapport de forces face à la droite. Mais, au-delà, elles permettent un riche échange d'expériences, et la manifestation d'une solidarité inter-régionale. Aussi sommes-nous d'avis qu'une coordination des partisans de la décriminalisation de l'avortement doit se maintenir au niveau régional comme au niveau national pour mener ensemble ces tâches et poursuivre en commun la discussion sur les prochaines étapes à franchir. C'est ce à quoi nous nous emploierons dans ces prochains temps.

O. P.

Pétition nationale des recrues: un record

Alors que le Département Militaire fédéral (DMF) et les commandants d'écoles de recrues ne manquaient pas une occasion de déclarer avec euphorie cette année aux médias que le temps de la contestation était fini dans les casernes, le démenti apporté par cette pétition est cinglant.

En effet, elle constitue un record au moins à trois titres. Par son nombre d'abord : 2 155 signatures, alors que la plus massive jusqu'ici n'avait réuni que 1 500 signatures (contre l'obligation de grader, en automne 74). Par son contenu ensuite : les recrues demandent trois choses qui forment ensemble un réquisitoire contre les instruments d'autorité militariste que sont le chantage aux sorties le week-end, le soir, les possibilités de se reposer.

A ce titre, la pétition nationale 77 demande :

- 1) sortie garantie le samedi matin;
- 2) 8 heures de sommeil;
- 3) 3 sorties de 5 heures garanties chaque semaine.

Ces trois exigences devraient ainsi être garanties comme des droits imprescriptibles.

Enfin, ce qui nous semble le plus important à long terme, ce sont les conditions dans lesquelles la pétition et les revendications qu'elle avance ont été discutées et décidées. A l'invitation des Comités de Soldats de Suisse (Zurich, Berne, Bâle, Zoug, Aarau, Lausanne, Neuchâtel, Genève), des recrues représentant soit des comités de caserne formels, disposant de leurs journaux de caserne, soit de simples regroupements de recrues critiques, se sont rassemblées en cours d'école. Elles ont discuté en commun avec les Comités de Soldats de l'opportunité de lancer une pétition nationale. C'était oui à l'unanimité. A noter que le vote des représentants des 10 casernes était seul décisif (le vote des CS seulement indicatif). Une discussion et un vote semblable ont permis de lancer le projet des 3 revendications citées, après avoir analysé ce qu'était effectivement le chantage aux sorties le samedi qui nécessitait une place au conseil.



Remise des pétitions au Palais fédéral par les soldats eux-mêmes.

réponse nationale. Ces 3 revendications ont été soumises à la discussion dans les casernes durant 15 jours. Bien sûr, peu de casernes auront eu de réels débats à ce sujet; mais quelques cas montrent la voie. C'est une seconde réunion nationale des recrues qui a décidé de lancer définitivement cette pétition.

Il n'est donc pas exagéré de dire que cette année a vu non seulement les Comités de Soldats reprendre vie et élargir leur audience, mais encore procéder à une clarification des règles démocratiques à observer dans le débat et l'action, en apprenant à respecter l'auto-organisation des soldats entre eux notamment. Ceci s'est immédiatement fait sentir sous la forme d'une meilleure organisation des soldats dans les casernes, d'un plus grand écho des journaux des comités de casernes (rédigés par des soldats, imprimés par les comités de soldats), qui se sont reflétés en dernier ressort dans le nombre des signatures.

C. R.



Polémique PC-PS : Quand le débat ébranle les appareils

"Virage à droite" du PS, déclare Georges Marchais. "Le parti communiste est certainement hanté par le compromis historique. Mais, il n'existe pas de partenaire politique pour cela. Le compromis historique est une stratégie contraire à l'Union de la gauche", proclame François Mitterand (Journal du Dimanche, 23. 10. 1977).

La polémique entre le PS et le PCF va bon train depuis l'ajournement des négociations entre les partenaires du Programme commun, il y a un mois (voir la brèche no 168, sur le cadre de cette polémique). Si l'issue de ces heurts est incertaine, deux phénomènes s'affirment cependant depuis la fin de la première semaine du mois d'octobre. Tout d'abord, l'équilibre entre les protagonistes se modifie. Ensuite, la polémique traverse les syndicats, avec tous les effets objectifs de politisation qui en découlent. Les implications de ce processus sont d'une importance qu'il est difficile de saisir dans l'immédiat. L'avenir en indiquera certainement la grande portée.

REVIGORER DES MILITANTS QUI S'ESSOUFFLENT

Dans une première phase, le PCF marque des points, spécialement dans les entreprises. Les positions défendues sur le salaire minimum (SMIC), les allocations familiales ou les nationalisations possédaient un écho réel parmi les travailleurs. Cette audience était cependant conditionnée par le cadre dans lequel le débat s'inscrivait apparemment : exercer des pressions sur le PS afin de négocier un "bon accord". Mais, les négociations suspendues, le tir du PCF se concentra sur le thème : "Le PS fait un virage à droite, la droite française cherche un recours dans le PS". Dès lors, il en alla différemment. La campagne du PCF prit du plomb dans l'aile.

La pression unitaire au sein des masses laborieuses est forte; le désarroi et l'étonnement face au durcissement des polémiques du PCF s'emparent de couches significatives de travailleurs et de militants syndicaux. Les réunions ouvertes de cellules du PCF ne font pas recette. L'assistance aux meetings est clairsemée. Aux usines Berliet de Vénessieux (dans le Rhône), un bastion du PC, Charles Fitermann — membre du Bureau politique, un des principaux négociateurs — parle devant un auditoire peu nombreux. Les tracts sont plus facilement imprimés que distribués !

Le malaise s'empare d'une partie des militants du PC et, surtout, de l'électorat communiste (entre autres au sein de la CGT), ainsi que de ceux qu'il convenait de nommer "les partisans de la gauche unie". Les raisons en sont assez claires.

Premièrement, Mitterand, lors du Comité directeur du PS, les 8 et 9 octobre, a défini un axe de contre-attaque qui attribue au PS des allures décidées de défenseur de l'Union de la gauche. Nous y reviendrons. Deuxièmement, dans la base du PCF, seule une petite majorité a été formée sur la ligne anti-social-démocrate des années de la guerre froide. La majorité des militants a été coulée dans le moule de l'alliance privilégiée avec le PS. C'est d'ailleurs ce qu'expliquait sans détours Marchais dans un éditorial de la revue théorique du PCF, en février 1977 : "Nous nous prononçons pour une coopération solide et durable avec le Parti socialiste. Organiser, maintenir, faire progresser cette union de combat sur des bases toujours plus avancées, cette tâche est partie intégrante du rôle qu'il appartient au Parti communiste d'assumer" (Cahiers du communisme). Faire avaler le soudain et nouveau "virage à droite du PS", expliquer que l'on veut "un bon programme commun" avec un partenaire si effroyable, voilà des cho-

ses difficiles à faire passer parmi les militants et, avant tout parmi les électeurs. Troisièmement, l'appareil du PCF, dans la grande tradition stalinienne, a opéré un brusque tournant dont les militants ne comprennent pas les enjeux. L'appareil cultive les bonnes vieilles méthodes, mais la base, d'une part, n'est plus habituée aux virages en épingle négociés dans le style des années trente ou quarante et, d'autre part, elle manifeste une sensibilité différente au fonctionnement démocratique du parti. Quatrièmement, l'argumentation du PCF est assez fragile. Le PS fait "un virage à droite" ? Mais, est-il de fraîche date ? Mais, pourquoi n'avoir pas dénoncé les déclarations de Mitterand, lors des élections présidentielles de 1974, qui insistait sur la communauté de vues qui le liait aux Schmidt, Wilson et Kreisky (chancelier autrichien social-démocrate). Le PS cherche des alliés au centre ? Mais pourquoi le PCF fait-il, lui, patte douce devant les "gaullistes de gauche", pourquoi parle-t-il "d'Union du peuple de France" ? Le PS veut l'austérité ? Oui, mais que dit le PCF de la politique de Berlinguer en Italie et de Carrillo en Espagne, qui se font les fervents défenseurs de l'austérité ? Et le PCF ne disait-il pas, il y a moins d'un an, qu'il n'était pas nécessaire d'être pour le socialisme pour adhérer au "grand parti communiste français" ; ce parti dont le secrétaire général annonça aux militants, grâce à la télévision, qu'il fallait renoncer à l'idée de "dictature du prolétariat" ! Les contradictions et inconsistances sont trop criantes. L'argumentation perd de sa force de conviction.

Voilà ce qui explique l'essoufflement de la campagne du PCF. Voilà pourquoi, ce samedi-dimanche, 22-23 octobre, la direction du PCF a réuni 30 000 militants, essentiellement des secrétaires de cellules. Elle doit relancer la machine. Lors de ces stages, l'accent a été mis simultanément sur les thèmes suivants : la priorité reste de battre la droite; le PCF veut participer au gouvernement; il faut préserver l'union, mais ce n'est pas de notre faute si le PS change, voilà pourquoi il faut le contraindre à tenir ses engagements de 1972; il faut éviter d'envenimer les rapports entre PS et PC au sein des municipalités. Marchais maintient donc le cap, il continue à élever la mise, mais il cherche à se ménager une marge de manoeuvre.

MONSIEUR LE PRINCE...

Mitterand, une fois de plus, a fait preuve d'astuce. Celui qui critiquait Barre non pas pour le contenu de son plan anti-ouvrier, mais parce que Barre ne disposait pas d'"un consensus social" pour en as-

surer l'application, celui qui promettait aux patrons réunis par le mensuel du capital, L'Expansion, de sauvegarder l'économie de marché et de comprendre ses exigences, ce premier secrétaire du Parti socialiste commence à organiser la contre-attaque. L'argument publicitaire est limpide : l'ennemi central c'est la droite; pour la battre il faut la fidélité au Programme commun et défendre l'Union. Tout cela sera fait, dit-il, si le PS se renforce, entre autres électoralement. Ses vassaux ont assimilé le message. Depuis le Comité directeur du PS, les secrétaires nationaux sillonnent la France en déclarant : "Le PS n'a pas de stratégie de rechange, l'espoir de reconstruire l'union reste pour nous inébranlable" (Rocard).

Mieux ! A la tête d'un parti dont tous les cadres se mettent en ligne pour "aller à la soupe", en cas de victoire électorale, l'air désintéressé, Mitterand ose affirmer : nous nous désistons inconditionnellement au second tour en faveur du PC, s'il arrive en tête au premier tour; si le PC refuse la réciprocité, il prendra clairement le risque de faire échouer la gauche. Voilà la balle dans le camp du PC ! Mitterand a saisi l'ampleur de la pression des partisans de la "victoire à tout prix". Il espère la retourner contre la stratégie définie par Marchais. Souverain, il déclare : "Je pense qu'il n'y a pas de force qui puisse m'interdire d'avancer. Au-delà de ma personne et de mon parti il y a le socialisme : une idée qui fait son chemin" (Matin, 24. 10. 1977).

Au cours de cette polémique, Mitterand a dessiné son personnage de candidat Bonaparte. Face à la droite, il montre qu'il ne cède pas face au PC, qu'il n'est pas prêt — et pas obligé — d'assurer au PC une place "démésurée" dans l'appareil d'Etat (le PC veut un ministère du plan, un ministère des collectivités publiques et une incrustation dans le secteur nationalisé). Simultanément, sa réplique dans le ton unitaire lui permet de capter, frauduleusement, du "sentiment unitaire" et de s'en faire le porte-parole.

DEBAT PUBLIC DANS LA CGT ?

Sur le plan syndical, le débat commence à avoir des répercussions importantes. La CFDT a pris quelques distances face au PS en lui re-

prochant sa timidité dans le domaine des revendications sociales et "son peu de foi dans les luttes sociales" (Maire). Néanmoins, elle mit surtout l'accent sur les risques que comporterait le projet "centralisateur" et "étatiste" du PCF. Il n'en reste pas moins que Maire, fondamentalement, soutient le PS. La CFDT est prête à brader ses critiques pour quelques promesses de "revendications qualitatives" qui ne coûtent pas cher et se combinent avec l'austérité ! Le PS l'a compris et insiste à nouveau sur les mérites de l'auto-gestion. Martinet, secrétaire national du PS, rappelait d'ailleurs à la CFDT que : "En 1974, Edmond Maire déclarait que le rôle des syndicats, dans une telle conjonction, serait de canaliser autant que possible le mouvement populaire vers des changements qualitatifs... et non pas vers des revendications à coût élevé. Ce qui est souhaité en 1974 sera-t-il possible en 1978 ? Nous devons l'espérer..." (Faire, septembre 1977, no 24). Cependant, indépendamment de l'orientation de fond de la CFDT, les questions qu'elle pose, les débats qu'elle ouvre (pouvoir dans l'entreprise, hiérarchie...) stimulent la politisation et introduisent un élément qui permet de renverser les termes de la polémique PS-PC.

Dans la CGT, la polémique est différente. La direction de la CGT, en la personne de Séguéy et Krasucki, avait ouvertement appuyé le PCF. Mais des résistances ont fait jour. Au niveau de la Commission exécutive de la CGT, les potiches socialistes ont regimbé. Pierre Carassus et Claude Germon, membres du PS, ont pris publiquement position contre l'alignement de la CGT sur le PCF. Germon dans une interview au Matin explique les dissensions, même feutrées, dans la direction de la CGT. Il affirme en outre : "J'ai donc demandé à la commission exécutive que puissent s'exprimer publiquement des points de vue divergents au sein de la CGT" (Matin, 20. 10. 1977). Verra-t-on, suite à la polémique PC-PS, s'ouvrir un grand débat sur le droit de tendance dans la CGT ? Plus que jamais la possibilité existe pour les révolutionnaires de poser la question, liée à celle de l'unification syndicale.

La CGT ne peut donc plus être, sans problème, la courroie de trans-

mission du PCF. 40 o/o de ses membres, selon un sondage, votent PS. L'adoption par Séguéy des positions de Marchais, sur les nationalisations, ne pouvait donc que susciter des tensions. Elles sont là.

Après deux réunions de sa Commission exécutive, en deux semaines, la direction de la CGT a publié une déclaration à 6 millions d'exemplaires (18 octobre). Elle doit permettre l'ouverture d'un débat dans les rangs des syndicats. Dans ces discussions, il est certain que les permanents CGT liés au PCF n'auront pas seuls la parole. Des militants ou sympathisants du PS prendront position et, surtout, les militants révolutionnaires mettront en avant leurs propositions.

C'est dans ce contexte que la Ligue Communiste Révolutionnaire, section française de la Quatrième Internationale, affirme : "Nous, militants révolutionnaires, nous disons : chasser Barre et Giscard, satisfaire les revendications — le SMIC à 2 400 fr.; l'échelle mobile; la semaine de 35 heures; la nationalisation de tous les secteurs clés sans indemnités pour les capitalistes; le contrôle des conditions de travail par les conseils d'ateliers élus; les droits démocratiques pour les soldats; les mêmes droits pour les travailleurs immigrés; le moratoire nucléaire. Voilà le programme qui fait l'unité des travailleurs. Voilà sur quoi le PS et le PC doivent s'unir pour postuler au gouvernement."

Mais contrairement au PS et au PC nous ajoutons : entre les différentes propositions existant au sein de la classe ouvrière, entre les positions du PC, du PS et des révolutionnaires, c'est aux travailleurs de trancher. Que partout la CGT et la CFDT organisent dans l'entreprise des assemblées de travailleurs ! Que dans les localités, les universités, les lycées et les collèges se tiennent des assemblées unitaires !"

Après ces longs mois de polémiques, il sera difficile de relancer le slogan : "Un seul moyen, le Programme commun". Dès lors, l'audience des propositions unitaires et effectivement anti-capitalistes des révolutionnaires ne peut que s'élargir.

C. A. Udry, 24. 10. 1977

BIERMAN

BIENNE, MEETING LMR
vendredi 11 novembre, 20 h. 15
restaurant Stadtgarten
"L'opposition dans les pays de l'Est"

LAUSANNE, MEETING LMR
mardi 8 novembre, 20 h. 30
Maison du Peuple, salle 4 (Chauderon)
"Pourquoi une candidature révolutionnaire"
avec André Froidevaux (Bâle)

COMITE BRECHE — PROGRAMME AUTOMNE 1977

AUTOUR DES PAYS DE L'EST

Première séance : mercredi 16 novembre à 20 h. 15
au local de réunion de la LMR, 8bis rue de la Tour
ce soir-là : BIERMANN, son exclusion de la RDA, ses chansons.
et discussion sur la conception d'ensemble du cycle sur les pays de l'est
organisation, thèmes, dates, etc...

LE RÉGIME MILITAIRE ACCULÉ

3 octobre 1968 :

le général Velasco Alvarado prend le pouvoir à la tête d'une "Junta Militaire de Gouvernement", renversant le régime chancelant du président Belaunde. Ce sera le premier "régime militaire progressiste" d'Amérique Latine depuis la deuxième guerre mondiale. Tant que la situation économique internationale fut favorable, c'est-à-dire jusqu'en 1973, le nouveau régime militaire réussit à relancer l'économie nationale et gagner la confiance des investisseurs impérialistes, leur offrant un taux de profit et des conditions sociales attrayantes. Pendant cette période en effet Velasco réussit à contenir la poussée du mouvement de masse apparu dans les années 60, que se soit par sa démagogie

anti-impérialiste, par ses projets réformistes de l'agriculture (réforme agraire) et de l'industrie (propriété sociale et participation), ou grâce à la trahison de la direction stalinienne, qui appuyait sans réserves cette "Révolution péruvienne", première étape vers la révolution socialiste...

5 février 1975 :

à l'occasion d'une grève de la police, des dizaines de milliers de sans-travail envahissent le centre de Lima, la capitale, et pillent les magasins; pour rétablir l'ordre le gouvernement fait intervenir l'armée qui tire dans le tas : 100 morts. Cette explosion populaire spontanée mettra en évidence l'échec du projet réformiste. Les jours du régime vélasquista étaient dès lors comptés.

29 août 1975 :

par un coup d'Etat qui prit l'allure d'une révolution de palais, le général Morales Bermudez chasse Velasco et prétend rétablir la paix sociale en concédant au mouvement de masse qui s'empilifie depuis le début de l'année, un élargissement des libertés démocratiques. Mais au bord de la faillite financière, le nouveau régime doit poursuivre et approfondir le plan d'austérité économique mis en place par Velasco en s'attaquant violemment au pouvoir d'achat des travailleurs et en revenant sur certaines réformes. Les promesses restèrent lettre morte, et la répression des secteurs combattifs prit une ampleur sans précédent.

doit étouffer le mouvement ouvrier et les secteurs progressistes des forces armées pendant toute la période intermédiaire de transfert du pouvoir. Or rien n'est encore joué. Après la grève du 19 juillet, la mobilisation s'est poursuivie dans les mines. Malgré le retrait de la CGTP,

centrale syndicale dirigée par le PC, le Commando National de Lutte continue à mobiliser les travailleurs autour d'une plate-forme devant déboucher sur une grève nationale unitaire indéfinie.

S. G., 10. 9. 1977

Interview d'un métallo péruvien

L'interview de HIPOLITO ENRIQUEZ, président du syndicat de Moraveco et vice-président de la Fédération des Travailleurs de l'Industrie Métallurgique du Pérou (FETIMP), a été réalisée au début de cette année. Elle garde cependant tout son intérêt car elle cherche à dégager quelles sont les caractéristiques de la classe ouvrière au Pérou.

Au cours de la grève de Moraveco en 1975, la presse officielle a prétendu que Enriquez était membre du Front de la Gauche Révolutionnaire (FIR), section péruvienne de la IVème Internationale. Le FIR participe actuellement à une commission de coordination regroupant les autres organisations trotskystes du pays (FIR-IVème Int.; FIR-POC-T; PST; PSI) qui discute de la création d'une section unifiée de la IVème Internationale.

la brèche : Quel genre d'entreprise est Moraveco ?

Hipolito Enriquez : C'est la plus grosse boîte de la métallurgie du pays, créée en 1954, qui emploie près de 1 000 ouvriers et 300 employés.

b. : Comment est apparue la direction classiste révolutionnaire actuelle du syndicat de Moraveco ?

E. : Il faut remonter en 1962, date à laquelle se crée le syndicat. La direction était alors entre les mains de l'APRA, qui défendait la conception réactionnaire du "syndicalisme libre", et qui fit échouer les principales luttes. En particulier la grève générale de 1964. Mais avec l'expansion de l'entreprise sous Velasco, de nombreux travailleurs jeunes vont entrer au syndicat et en peu de mois la direction apriste sera renversée au profit d'une nouvelle direction classiste révolutionnaire. C'est d'autant plus important qu'au Pérou le syndicat joue un rôle déterminant dans la formation de la conscience politique des travailleurs.

b. : Quelles sont les priorités aujourd'hui ?

E. : Depuis 6 mois les luttes ouvrières se sont essouffées. Après plus de deux mois de grève les pêcheurs ont dû reprendre le travail sans rien obtenir, à cause de leur isolement. Nous voulons réaliser un véritable front unique du mouvement ouvrier qui déboucherait sur un comité national de lutte appelant à la grève générale nationale, seule riposte efficace au plan de la bourgeoisie.

b. : Quelles sont les caractéristiques de la classe ouvrière de Moraveco ?

E. : Elle est avant tout jeune. L'âge moyen y est de 27 ans. Elle provient surtout des secteurs urbains provinciaux, très peu viennent directement de la campagne. Le salaire varie entre 150 et 500 soles par jour (soit entre 5.- et 17,50 francs suisses). Sur les 1 000 ouvriers, il y a 960 syndiqués.

b. : Quelles sont les principales luttes menées par Moraveco ces dernières années ?

E. : Depuis 1970 le syndicat a réalisé de nombreux débrayages et grèves, centrés sur des problèmes de licenciements et de contrats collectifs. En 1972, une lutte culmina avec un affrontement de deux heures avec la police, qui fit plusieurs blessés. En solidarité toute la FETIMP se mit en grève. La volonté de centralisation des luttes, qui se heurtait à la passivité de la direction stalinienne, mena le syndicat à participer activement à la formation du CCUSC. Nous luttons pour que le CCUSC soit un véritable organe de coordination classiste au sein de la CGTP afin d'en renverser la direction réformiste. A partir de là il serait possible de se battre pour la création d'une centrale syndicale unique. Nous avons enfin participé au débrayage régional de Lima et Callao en décembre 1975, qui fut la première réponse d'envergure à l'offensive de Morales.



Le siège de la CTRP à Lima : même les adhérents de ce "syndicat" proche des militaires ont fait grève le 19. 7. !

L'accalmie sociale qui a suivi le coup d'Etat de Morales Bermudez du 29 août 1975 fut brève. Chaque déclaration du gouvernement annonçant de nouvelles augmentations des prix et des impôts fut suivie d'une levée de boucliers de la part des masses populaires.

Ainsi le 1er juillet 1976 les conducteurs-propriétaires de microbus se mettaient en grève pour protester contre l'augmentation du prix de l'essence annoncée fin juin, paralysant de la sorte les transports collectifs de Lima. De grandes concentrations de travailleurs se formèrent dans les bidonvilles qui, ne pouvant se rendre à leur travail, se mirent à marcher sur la capitale, où les affrontements firent 1 mort. Il s'agissait pratiquement d'une répétition des événements du 5 février 1975. L'état de siège et la suppression des garanties constitutionnelles proclamés le jour même restèrent en vigueur pendant plus d'un an.

Le mouvement ouvrier, dominé au Pérou par le Parti Communiste, ne sut pas répondre à la contre-offensive gouvernementale et, en dehors de quelques grèves dures, mais isolées (pêcheurs), il s'essouffla au cours des mois qui suivirent.

Un an plus tard, le 10 juillet 1977, le nouveau ministre de l'économie Piazza, annonça une nouvelle hausse du prix de l'essence et des transports publics. La riposte fut immédiate. Sous la pression du mouvement de lutte qui s'étendit à tout le pays, les principaux syndicats ouvriers, paysans, employés et

enseignants se coordonnèrent pour former un commando national de lutte, qui appela à la grève nationale unitaire du 19 juillet.

Une grève nationale exemplaire

La grève fut totale; même les adhérents de la CTRP, centrale gouvernementale qui n'a pas appelé à la lutte, firent grève. Dans certaines zones industrielles, les usines se regroupèrent en "coordination de zone" pour organiser la mobilisation. Le centre de la grève fut Lima : des piquets de grève se formèrent, les principales artères furent bloquées, des barricades érigées. Une nouvelle fois les chômeurs des bidonvilles se mobilisèrent massivement; c'est dans ces bidonvilles d'ailleurs que la répression fut la plus brutale, en particulier à San Juan où une manifestation de 5 000 personnes fut attaquée par l'armée.

Grève exemplaire donc, puisque c'est la première grève générale depuis plus de 10 ans et que pour la première fois s'est opérée la jonction entre les luttes ouvrières et celles des chômeurs des bidonvilles. La Junta Militaire dut céder : pour désamorcer le mouvement elle accorda des augmentations salariales, rétablit les libertés constitutionnelles et mit fin à l'état de siège. Mais en même temps elle déclina une répression sans précédent sur le mouvement ouvrier qui aboutit au licenciement de 5 000 travailleurs, soit toute l'avant-garde de la lutte. Toute la nouvelle génération de syndicalistes combattifs a aussi été

expulsée des entreprises. Jusqu'à présent seulement 300 d'entre eux ont été réintégrés.

Un régime de transition

Le fait que la Junta n'ait pu gouverner depuis plus d'un an sans état de siège permanent est symptomatique de l'isolement social et de la fragilité du régime actuel. La crise du vélasquisme s'est en effet accompagnée d'une politisation croissante des forces armées, menaçant la cohésion interne de ce que l'on peut considérer comme le "parti militaire", et qui a rendu urgent le retour des soldats dans leurs casernes, afin de préserver l'intégrité de l'armée. Or la faible bourgeoisie péruvienne n'a actuellement pas les moyens de reprendre en main directement les rênes du pouvoir. Il lui faut un certain temps pour se recomposer un appareil politique.

C'est dans un tel contexte que l'on peut définir le régime de Morales comme un régime de transition, produit de la crise du militarisme réformiste de Velasco, et préparant le retour au pouvoir des représentants politiques civils de la bourgeoisie. Morales a promis une Assemblée constituante pour 1978 et l'élection de l'exécutif pour 1980. Mais il lui faut entre temps empêcher l'apparition d'une opposition démocratique puissante qui puisse influencer sur les modalités concrètes du retour à la civilité et capitaliser la volonté des masses d'en finir avec la dictature militaire.

L'enjeu est donc clair : pour faire aboutir son projet, Morales

BAADER : LE COMMUNIQUE DE LA LMR/LAUSANNE

Voici le texte intégral du communiqué de la section de Lausanne de la LMR au lendemain de la mort de Baader :

Mercredi soir dernier (19. 10. 77), la Ligue Marxiste Révolutionnaire appelait à une assemblée publique pour célébrer la mémoire de Che Guevara, assassiné il y a dix ans en Amérique Latine. La manifestation, qui réunissait une centaine de personnes, a rappelé quelle fut la carrière politique de Che Guevara et quel demeure encore aujourd'hui son exemple pour le mouvement révolutionnaire mondial.

Les personnes présentes ont, en outre, saisi l'occasion de produire et d'accepter à la grande majorité la résolution suivante, ayant trait aux récents événements de la "Fraction Armée Rouge" en Allemagne :

"L'assemblée, réunie le 19 octobre 1977 à l'appel de la LMR, a pris connaissance avec consternation de l'assassinat d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jan-Carl Raspe par les forces de répression de l'Etat bourgeois allemand. Elle désapprouve totalement les méthodes terroristes utilisées par la "Rote Armee Fraktion" parce que ces dernières ne contribuent en rien à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière tant en Allemagne que dans le monde, mais fournissent avant tout aux Etats bourgeois un prétexte pour renforcer leur appareil de répression. Mais elle ne s'élève pas moins avec vigueur contre les méthodes d'assassinat légales pratiquées contre les membres de la RAF et proteste contre le soutien apporté à ces pratiques par le conseiller fédéral Furgler au nom du peuple suisse."

Quant à elle, la LMR, sans juger encore les circonstances du prétendu "suicide" des membres de la RAF, tient à souligner qu'elle condamne sans équivoque tout terrorisme et toute violence isolée qu'elle qualifie de réactionnaire. Son bureau politique écrivait récemment dans la brèche : "Des peines de mort infligées à des nazis ou à des capitalistes par une petite minorité se substituant à toute la population ne sont qu'une caricature du socialisme pour lequel nous luttons". Elles empêchent "le mouvement ouvrier de progresser au sujet d'une question aussi vitale pour lui".

Lausanne, le 20 octobre 1977

Terreur, prétexte au renforcement de l'Etat policier

Ce qui était à craindre est arrivé. En Allemagne fédérale, après l'assassinat du patron des patrons Hanns Martin Schleyer, les partis établis rivalisent d'invention pour proposer les mesures répressives les plus dures contre la gauche. Exemple parmi d'autres : la "Fédération Communiste" (KB) et les organisations maoïstes (KPD, KPD/ML, KBW) doivent être interdites, selon la très musclée Démocratie Chrétienne.

Le dirigeant de la CDU/CSU Dregger voudrait même qu'on déclare le parti communiste (DKP) anti-constitutionnel. Ainsi il ne fait pas de doute : sous le couvert de la "lutte contre le terrorisme", c'est n'importe quelle activité anti-capitaliste qui en réalité est visée. Une loi d'après laquelle tout contact peut être supprimé entre un détenu en préventive et le monde extérieur, notamment son défenseur, a été adoptée en trois jours au Parlement (Bundestag) et contre-signée par le Président de la République, Walter Scheel.

Ainsi, les actions de quelques dizaines de desperados ont fourni une excellente occasion à l'Etat bourgeois de renforcer son offensive contre la gauche, en réduisant considérablement le risque de susciter une protestation massive. Il est maintenant question de poursuivre la centralisation, d'accélérer l'armement et le recrutement de l'appareil policier ainsi que de multiplier les écoutes téléphoniques et les contrôles de courrier.

Qui est responsable de la répression ?

Il est faux de faire porter à la "Fraction Armée Rouge" (RAF) la seule responsabilité du durcissement de la répression. Ce serait confondre le prétexte et la cause.

La bourgeoisie ouest-allemande n'a pas attendu la RAF pour initier le démantèlement des droits démocratiques — les lois d'urgence ont été décidées dans les années soixante bien avant la création de la RAF — en prévention des luttes politiques engendrées par la crise dont les stratégies réactionnaires craignaient l'éclosion.

Les actions de la RAF leur ont servi au pire à justifier des mesures répressives supplémentaires.

Contre la répression, qui va du renforcement de l'appareil policier aux interdictions professionnelles (Berufsverbot), seules l'action et la propagande politiques offrent une riposte adéquate, et non la lutte armée, qui ne trouve sa justification que dans la lutte de résistance contre le fascisme ou lorsque des luttes de masse pour le renversement de la domination capitaliste atteignent leur point culminant.

Or, autant il est important de dénoncer le danger latent de fascisme, autant il est dangereux de mettre Helmut Schmidt et Franz Josef Strauss dans le même sac en déclarant "c'est déjà le fascisme".

La politique bourgeoise, pro-capitaliste, du Parti Social-Démocrate allemand (SPD) mérite les critiques les plus dures. Il ne fait pas de doute non plus que cette politique entraîne une démoralisation des travailleurs, et fournit à ce titre une des conditions (mais pas la plus importante) du renforcement des tendances fascistes. Peut-on en déduire que la République Fédérale Allemande connaît déjà un retour au fascisme, comme le prétendent les commandos armés de la RAF ?

La réponse est non. Il est malgré tout encore possible de tenir des rassemblements de masse contre les centrales nucléaires, il est encore possible aux partis de gauche — malgré tous les obstacles — de mener des activités légalisées. Malgré l'incalculable danger d'une poussée à droite en RFA, une tendance anti-capitaliste existe et se développe au sein de la classe ouvrière allemande, qui s'oppose à la politique d'austérité qu'on veut lui faire payer. Les

récents événements qui ont eu lieu lors du Congrès de l'IG-Metall (voir la brèche no 167, p. 12), où la bureaucratie centrale a reçu un gigantesque désaveu de la part de la majorité des délégués favorable à la revendication décisive des 35 heures, prouve qu'il est complètement faux de ne retenir que le renforcement de la répression pour caractériser la situation de la lutte des classes en Allemagne de l'Ouest.

veau de conscience "retardataire" pourrait ainsi être dépassé. Tel est du moins la conception élitiste de la guérilla urbaine. Même si le sort de Schleyer ou de Buback (procureur général de RFA précédemment assassiné) laisse indifférents beaucoup de gens, il faut souligner sans aucune ambiguïté : pour la classe ouvrière, la terreur individuelle est un moyen totalement inapte, étranger à ses formes de lutte tradition-

nelles.

Cette position ne date pas d'aujourd'hui. Dans un article célèbre, paru en 1911 dans la revue théorique de la social-démocratie autrichienne "Kampf", Léon Trotsky décrivait déjà la terreur individuelle comme une tentative de "remplacer le manque de force révolutionnaire du prolétariat par des solutions chimiques : la fumée de l'explosion se disperse, la panique s'estompe, les ministres tués trouvent des successeurs, la vie reprend son train, la roue de l'exploitation capitaliste se remet en marche comme auparavant, seule la répression policière se fait plus forte et plus démonstrative. Et le résultat : les espoirs attisés et l'excitation artificiellement entretenue font place à la déception et à l'apathie. Plus les activités terroristes ont de l'effet, plus elles font impression, plus elles concentrent l'attention des masses, plus elles réduisent leur intérêt à s'auto-organiser et à s'auto-éduquer".

D'ailleurs, le but des desperados de la RAF ne se limite pas au propagandisme; dans leur logique militariste, leur combat s'inscrit dans une "guerre révolutionnaire mondiale" du Tiers-Monde contre les métropoles. Ces nouveaux concepts ne sont pas issus de la résistance héroïque des ouvriers et paysans d'Indochine, ni non plus de la guérilla urbaine en Amérique Latine qui avait au moins des racines historiques dans une partie des masses. Non, ils sont apparus parmi des couches d'intellectuels des métropoles, qui n'étaient pas en mesure de relier leur besoin de révolution avec une politique qui tienne compte du niveau de conscience et des intérêts des masses. Parler d'une "guerre révolutionnaire mondiale", à l'heure où le capital international déplace ses capacités de production dans des pays du Tiers-Monde dominés par des dictatures militaires, où des Etats sous-impérialistes comme l'Iran et l'Afrique du Sud prennent la relève des USA en leur épargnant l'intervention directe, revient à un non-sens. La lutte armée ne se déroule encore que dans de rares parties du Tiers-Monde, et encore, il s'agit là de luttes de masse des opprimés contre leurs oppresseurs (Zimbabwe) et non de l'action de

quelques-uns. Même les textes les plus anciens de la RAF ignorent superbement l'analyse concrète de la réalité qui devrait prouver que "la lutte armée" est à l'ordre du jour en Europe de l'Ouest. Certes, on s'en prend à la violence du système (avec raison), mais ce qui en est déduit, ce n'est pas la nécessité politique d'actions terroristes, mais leur justification "morale". L'entrée de l'ancienne RAF (Meinhof, Baader, Mahler) dans la "guérilla" correspondait par conséquent à un "actionisme" totalement apolitique qui éludait les problèmes de la classe ouvrière ouest-allemande. Quant aux actuels commandos, ils n'ont quasiment plus de prétentions politiques : leurs actions ne visent plus qu'à "châtier" des personnes qui se sont particulièrement "exposées" (Buback) dans la répression contre la RAF ou à obtenir la libération de leurs camarades emprisonnés. On ne fait même plus allusion à la lutte de la classe ouvrière — telle est la logique de cette "guerre privée", qui s'éloigne de plus en plus, de ses fausses-intentions premières d'après lesquelles les actions terroristes devaient attirer les masses dans la confrontation.

Nous devons dire clairement aujourd'hui : les actions armées en Allemagne de l'Ouest servent la bourgeoisie, car elles détournent les travailleurs des questions les plus brûlantes de la lutte de classe actuelle et elles servent à justifier l'extension de l'appareil de répression aux yeux de larges couches de la population. Il faut dénoncer au sein de l'extrême-gauche de telles tendances suicidaires.

Mais à l'égard de la bourgeoisie, nous dénonçons l'hypocrisie de ceux qui se scandalisent au sujet de la RAF tout en accueillant à bras ouverts les dictateurs d'Iran, d'Argentine, du Chili, du Brésil, de l'Indonésie, etc., qui ont érigé la terreur en régime, ou encore qui prennent sous leur protection Kappler, le bourreau des fosses adréatiques.

La bataille contre la restriction des droits démocratiques en RFA sera encore plus difficile que le passé; elle sera d'autant plus nécessaire !

Rotfront, oct. 1977, organe de la section autrichienne de la IVème Internationale/réd.

Entmannt alle Wüstlinge!



"Châtez tous les débauchés" : une célèbre affiche de Klaus Staack au sujet de F. J. Strauss...

Ne pas se baser sur ces germes qui indiquent une reprise d'activité de la classe ouvrière, et ne voir à l'oeuvre qu'une "stratégie de la tension", qui devrait à elle seule "dévoiler" aux yeux des masses la nature de l'Etat bourgeois, relève de la plus totale irresponsabilité — car pour ce qui est de "démasquer" l'Etat bourgeois, c'est plutôt le contraire qui se produit : la résonance de l'appel à un "homme fort" n'a jamais été aussi grande ! Franz Josef Strauss peut se présenter comme le héros de l'heure devant 20 000 personnes à Munich, réfugié derrière une épaisse vitre pare-balles !

Malgré les louanges de la presse, Helmut Schmidt et son parti ne sortent pas non plus gagnants de l'affaire Schleyer. La démission du ministre de l'économie Hans Friedrich, qui passe au service d'une banque, est passée presque inaperçue. Son successeur annonce déjà que les travailleurs devront s'habituer aux baisses de salaire. Le moment est en outre bien choisi pour lancer un programme conjoncturel dont le noyau représente un déplacement de la charge fiscale au bénéfice des profits capitalistes. Avec une telle politique, il est clair que Schmidt ne peut guère compter sur la sympathie de la classe ouvrière. Et lorsqu'il applique la politique répressive intransigeante que lui propose la CDU/CSU, c'est bien évidemment à Strauss qu'en reviendront les avantages politiques.

Contre la violence individuelle

Les actions terroristes contre de hauts représentants des institutions centrales du système capitaliste sont censées avoir un effet "éclaircissant" sur les masses, dont le ni-

La Monde 21.10.77 CORRESPONDANCE

Un avion nommé « Vietnam »

M. Jean Chesneau, professeur à la Sorbonne, nous écrit :

De 1965 à 1972, un avion géant a été soumis à un chantage odieux. Il y avait des millions de femmes et d'enfants à bord.

Nuit et jour, pendant des années, ils ont été soumis à un déluge de fer et de feu, écrasés de monstrueuses « bombes à fragmentation » (billes de plastique non détectables) qui visaient spécifiquement les sans-défense. Des centaines de milliers d'entre eux sont restés traumatisés à vie. Le vaisseau géant s'appelait Vietnam.

Les terroristes internationaux qui l'attaquaient s'appelaient Pentagone, C.I.A., Johnson, Etats-Unis d'Amérique.

Ils voulaient faire céder leurs adversaires, obtenir l'arrêt de toute lutte populaire non seulement au Vietnam du Sud, mais dans tout le tiers-monde, par intimidation.

Tels ont été les professeurs d'inhumanité dont les gauchistes désespérés d'Allemagne et du Japon ont pris les leçons inconsidérément, tandis qu'ils étaient les premiers et les plus ardents à les dénoncer alors.

A une époque où, en Occident, les « consciences révoltées » que bouleversent les cinq jours de Dubal restaient bien silencieuses. A une époque où se taisaient les pharisiens de Bonn et les Ponce-Pilate de Paris.

24 20.10.77

Le mythe gauchiste

L'ASSASSINAT du « patron des patrons » allemand n'est malheureusement pas un épisode inattendu. Stoppés à Mogadiscio, les terroristes se sont vengés. Ils ont aussi fait savoir au monde qu'ils existaient encore; et qu'ils préparaient — avec Dieu sait quel déploiement de force ou de ruse — d'autres ripostes.

Leur logique est démente. Mais elle est, d'une certaine façon, mathématique. L'écrasante majorité des Européens se réjouit de leur défaite. Cette réaction ne les trouble en aucune manière : l'écrasante majorité des Européens vit, précisément, dans le mensonge et l'illusion qu'entretiennent les politiciens : lesquels sont, à leur tour, des esclaves et des marionnettes entre les mains des « monstres froids », les dirigeants de l'économie mondiale, maîtres occultes, exploités suprêmes, clique toujours prête à sacrifier les hommes pour accroître ses profits.

Voilà le schéma. Il ne souffre aucune espèce de nuance. Il condamne irrémédiablement un Hanns Martin Schleyer, non pas à cause de ses actes ou de ses convictions personnelles, mais par le seul fait que, dans la mythologie gauchiste, il faisait partie du « système ». Or, il faut détruire le « système ». Donc tuer des hommes : la pensée qui défile finit inévitablement par faire couler le sang.

Jean-Marie Vodoz

Un bon exemple de l'hypocrisie bourgeoise nous est fourni par l'éditorialiste de 24 Heures : c'est simple comme bonjour, tous ceux qui remettent en cause le système capitaliste sont des assassins en puissance... Jean Chesneau (Le Vietnam, Maspéro, 1968) répond pertinemment dans Le Monde : "pharisiens" !

A MONTREUX, L'IMPERIALISME SUISSE ET EUROPEEN AVAIT RENDEZ-VOUS AVEC LES BOURREAUX LATINO-AMERICAINS !



1 000 personnes sous le marché couvert de Montreux !

Photos Luc Chessex

Nello Celio, président le Symposium Europe-Amérique latine de Montreux; Paul R. Jolles, directeur de la Division du commerce parlant au nom du Département fédéral de l'économie publique : l'accueil des bourreaux latino-américains par les autorités suisses aura été pour le moins officiel ! "S'il fallait tenir compte de tous les critères politiques ou sociologiques, le commerce extérieur de la Suisse cesserait d'exister", confiait Nello Celio à un journaliste (24 Heures, 25.10.77). Il faut en effet une bonne dose de cynisme pour hurler face aux prises d'otage par la RAF et à l'assassinat de Schleyer, tout en serrant la main aux dignitaires de régimes responsables de la mort de dizaines de milliers de personnes, tels que le Brésil, le Chili, l'Argentine, etc.

Les bourreaux abondaient en effet durant les trois jours du Symposium dans le "cadre enchanté" de Montreux. La liste des orateurs officiels mentionnait notamment :

Argentine : 16 représentants, dont **Martinez de Hoz**, ministre de l'économie, **Adolfo Diz**, président de la Banco Central, **D. Brunella**, secrétaire de l'énergie (9 o/o de l'énergie en Argentine est fournie par des centrales nucléaires), **Federico Dumas**, sous-secrétaire d'Etat, etc.

Brésil : 13 représentants, dont **Calmon de Sa**, ministre de l'industrie, **Dos Reis Velloso**, secrétaire de la présidence de la république, **Heins Rischbieter**, président de la Banco Brazil, **De Lima Vitula**, directeur général de Brasilinvest, etc.

Chili : 6 représentants, dont **Sergio De Castro Spikula**, ministre des finances, **Sergio De La Cuadra**, Banco Central de Chile, **Vasco Undurraga**, Banco Central de Chile, **Fernando Monquever**, Université du Chili, **Orlando Urbina**, Codelco, **Julio Ponce**, vice-président, Corporation Nac, de Forestation, etc.

Nicaragua : 2 représentants, dont **Roberto Incer Barquero**, président de la Banco Central de Nicaragua.

Equateur : 2 représentants, dont **A. Quevedo Toro**, pour le Groupe Andin.

Bolivie : **Carlos Calvo Galindo**, ministre des finances.

Du côté des principaux organes financiers internationaux, les délégations n'étaient pas des moindres : **Banque Inter-américaine de Développement** : **Antonio Ortiz Mena**.

Banque Mondiale : **Adalbert Krieger Vasena**, vice-président régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Le capital financier européen — allemand et français surtout — était également massivement représenté à Montreux.

Du côté suisse, les trois banques multinationales avaient envoyé leurs directeurs généraux : **Franz Lütolf** et **Rudolf S. Mertens** pour la **Société de Banque Suisse**, **C. W. Fessler** pour le **Crédit Suisse**, **G. Hanselmann** et **Roberto T. Alemann** pour l'**Union de Banque Suisse**, ancien ministre de l'économie et représentant de l'**Union de Banque Suisse en Argentine**. Parmi les orateurs officiels pour la Suisse, participaient également : **Arthur Fürer** de **Nestlé**, **Max Amstutz** de **Holderbank**, **D. Altenpohl** pour **Alusuisse**, ainsi que deux représentants d'un établissement bancaire spécialisé dans le "lavage" de l'argent sale : la **Banca della Svizzera Italiana**...

Le choix de Montreux : la Suisse à égalité !

Paul Jolles, parlant de la Conférence Nord-Sud de juin 77, montrait toute l'importance de ces négociations directes avec les pays en voie de développement pour la Suisse : "Comme la Suisse n'est pas membre des Nations-Unies et des institutions de Bretton Woods (c'est-à-dire du système monétaire international, réd.), la conférence de Paris lui offrit une occasion bienvenue de faire valoir sa position" (Le Mois, UBS, 10. 77). Par ailleurs, **Alfred Matterl**, directeur de la **Société de Banque Suisse** indiquait lors d'une séance de la Banque Mondiale à Genève : "les pays emprunteurs auprès de la Banque Mondiale sont autorisés à passer des commandes de biens et de services auprès des entreprises helvétiques dans le cadre des projets financés par la Banque et l'IDA, la Suisse étant placée à cet égard à égalité avec les pays membres". (Agef, 9. 11. 76, souligné par nous).

Cette façon de "retirer les marrons du feu" dans l'ombre de l'impérialisme américain, tout en n'étant formellement pas membre de la Banque Mondiale, indique bien le rôle que joue l'impérialisme suisse en Amérique latine : une puissance impérialiste certes de second ordre en chiffres absolus, mais qui fournit par son système bancaire un relais essentiel pour l'impérialisme mondial, ce qui lui permet dans une certaine mesure de jouer un rôle important dans le cadre de la concurrence que les impérialismes allemand et japonais sont capables de livrer aux USA sur le continent latino-américain en particulier.

Les exportations suisses "vers les pays en voie de développement ont connu une augmentation su-

périeure à la moyenne de 24 o/o" durant l'année en cours, note encore Jolles (ce montant était de 9 milliards pour 1975). La relative autonomie de l'impérialisme suisse en matière de commerce (exportations) a aussi son équivalent en matière d'investissements.

Un exemple : le sauvetage du régime argentin

Les régimes dictatoriaux en place en Amérique latine ouvrent en effet à ces derniers de larges perspectives. Ainsi, depuis la venue au pouvoir de Videla en Argentine et son cortège d'assassinats massifs, "considérée comme l'une des plus libérales en Amérique latine, la loi no 21 382 annule toutes les mesures de restriction des investissements étrangers prises par le gouvernement péroniste". (Sudaméris, no 7, 1976). On sait, nous l'avons relevé (la brèche no 157), que "nos banques" s'étaient attirées "la gratitude du régime pour leur prompt appui financier : "en effet, m'ont affirmé des hommes d'affaires argentins — note un correspondant suisse le 22. 4. 77 dans La Suisse — l'exemple de la Suisse a fait bouler de neige et a sauvé le pays de la banqueroute"... L'urgence de cette aide est confirmée par un rapport de la Banque française et Italienne pour l'Amérique du Sud (Sudaméris) qui notait en juillet 76 : "ces prêts (des banques européennes, US, japonaises, canadiennes, réd.) éloignent le spectre d'une cessation de paiements".

On comprend qu'une collaboration si bien commencée ait amené l'Argentine à envoyer la délégation la plus forte à Montreux. Les régimes dictatoriaux d'Amérique latine ont un intérêt évident à attirer les investissements privés européens et à négocier directement avec l'impérialisme européen le règlement d'une partie de leur dette extérieure.

Nello Celio, le célèbre promoteur de la TVA en Suisse, indique d'ailleurs clairement la signification du "sommets" de Montreux : "les pays latino-américains, obligés de se tourner vers les USA dès la fin de la guerre (...) sont arrivés à un palier qui leur permet de choisir également d'autres partenaires. (...) A long terme, pour l'Europe, cette indépendance latino-américaine par rapport aux Etats-Unis n'est nullement négligeable sur le plan de l'équilibre entre forces du monde occidental" (24 Heures, id, souligné par nous). De véritable "indépendance" vis-à-vis des USA il n'en est pas question bien sûr, mais Celio indique bien le rôle montant de l'impérialisme européen et suisse

Une manifestation réussie dans des conditions difficiles

Il ne restait que 10 jours jusqu'au début du "Symposium Europe-Amérique latine" lorsque des représentants de diverses organisations de gauche se demandèrent quelle riposte il était possible de mettre sur pied face à une conférence dont ils venaient de déchiffrer la si lourde signification pour 240 millions de latino-américains.

D'emblée, le POP vaudois déclara qu'il n'envisageait pas de manifestation de rue. La LMR, la Déclaration de Berne et le Centre Latino-Américain (regroupant l'ensemble des organisations d'exilés) décidaient au contraire qu'il fallait tenter le maximum pour attirer l'attention la plus large en Suisse et au-delà sur ce qui se tramait à Montreux. Les autorisations obtenues de la part de la Municipalité de Montreux en un temps record, il ne restait malgré tout plus que 5 jours pour informer la presse et distribuer les tracts de mobilisation. C'était peu, surtout si l'on considère la date — un dimanche — et le lieu — Montreux — de la manifestation.

Aux côtés du Comité Chili à Genève, seule dans les autres villes de Bienne, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, la LMR s'attacha à donner une ampleur régionale à la mobilisation. Celle-ci devait en outre fournir le plus grand nombre de témoignages et de preuves sur le caractère éminemment politique et orienté vers l'exploitation de cette réunion de "coopération économique". L'appui des partis socialistes de Vaud, Genève et Bienne (romand) fut alors important pour élargir la mobilisation, réunir des orateurs latino-américains représentatifs, dispersés dans toutes les capitales européennes. L'avant-dernier jour d'ailleurs, le Parti du Travail se joignait par sa presse à la mobilisation — le POP vaudois resta sur ses positions.

La manifestation réunit un millier de personnes — du jamais vu dans les rues de Montreux — et fut réellement animée. Les mots d'ordre scandés : "Celio, à quand le symposium des opprimés — la fin de la faim par la fin des multinationales — investissements privés, pillage organisé — solidarité avec le peuple, isolons les dictatures" tentaient d'être le plus didactiques possible.

Sous le marché couvert, Jean Ziegler gratifia les banquiers et industriels suisses de termes choisis, et rappela nos tâches de dénonciation et de solidarité, tout comme les trois orateurs latino-américains. Coup de théâtre, en fin d'assemblée, le ministre néerlandais **Ian Pronck**, présent ce jour-ci à Genève, révéla qu'on peut être ministre social-démocrate et réclamer le boycott complet des dictatures latino-américaines, ce dont **Pierre Graber** en fin de carrière lui est certainement reconnaissant ! Et surtout **Bernard Mathey**, secrétaire de la CRT (Confédération Romande du Travail) décrivit de manière extrêmement pertinente les nécessaires tâches internationalistes du mouvement syndical tout en rappelant le retard du mouvement ouvrier suisse dans ce domaine. Il proposa trois "pistes" pour surmonter ce handicap, sur lesquelles nous estimons important d'ouvrir la discussion.

Le but fixé avait été atteint : le Symposium avait été contesté sur le fond, Celio lui-même dut se donner à plusieurs reprises la peine de répondre aux arguments des anti-impérialistes — mais évidemment ce n'était qu'une modeste étape, le travail de solidarité avec le peuple d'Amérique latine ne fait que commencer !



Photos Luc Chessex

notamment face à l'impérialisme américain pour le repartage des richesses et de l'exploitation des travailleurs latino-américains.

Il n'y a pas de "neutralité" possible !

Celio a raison sur un point : un "retour en arrière" est impossible; ce qui réduit à néant tous les espoirs que souvent la "gauche" traditionnelle met dans une "véritable politique de neutralité" de la Suisse. Il faut souhaiter, ici en Suisse, la défaite de l'impérialisme

suisse, son expropriation par la classe ouvrière du Tiers-Monde. Dans cette lutte, il n'y a pas de "neutralité" possible. Les nouveaux rapports qui sortiront d'échanges entre pays socialistes ne seront pas non plus "neutres" : les pays avancés devront restituer le butin accumulé au temps du capitalisme !

Les organisations qui, comme "Drapeau Rouge", refusent de voir le rôle croissant de l'impérialisme suisse dans les pays du Tiers-Monde, et refusent d'appeler à la manifestation de Montreux, préparent à coup sûr un tournant droitier de leur politique dont un avant-goût nous a déjà été donné par leur ralliement à la "lutte pour l'indépendance nationale de la Suisse".

Pour notre part, la tenue de ce symposium en Suisse renforce la nécessité de procéder à une large dénonciation de l'impérialisme suisse, débouchant sur l'importance du boycott économique, diplomatique des dictatures latino-américaines. Ce but ne pourra être atteint que lorsque les travailleurs en Suisse se mobiliseront en solidarité internationale avec les peuples d'Amérique latine exploités à des conditions pires par les mêmes patrons et les mêmes banques. En attendant, il faut tenter d'élargir la campagne de protestation contre la complicité de la Suisse avec les Videla, Pinochet, Geisel née autour de l'affaire de Montreux.

25. 10. 1977, F. G.